



HAL
open science

Une internationalisation disputée. Le champ de la sociologie rurale en Roumanie

Antoine Roger

► **To cite this version:**

Antoine Roger. Une internationalisation disputée. Le champ de la sociologie rurale en Roumanie. *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2021, 38, pp.203-239. <10.4000/rhsh.6098>. <halshs-03335874>

HAL Id: halshs-03335874

<https://shs.hal.science/halshs-03335874v1>

Submitted on 25 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-SA 4.0 - Attribution - ShareAlike - International License

Une internationalisation disputée

Le champ de la sociologie rurale en Roumanie

Antoine Roger

Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim (UMR 5116)

Résumé Les évolutions de la sociologie rurale en Roumanie ne permettent pas d'observer un simple face-à-face entre les promoteurs d'une recherche alignée sur des standards internationaux et les défenseurs d'une science autochtone, ajustée aux réalités locales. Les positions et les prises de position des agents donnent progressivement forme à un champ scientifique : certains ont participé à des échanges académiques internationaux sous le régime communiste et en tirent des attributs qu'ils peuvent valoriser dans le nouveau contexte ; d'autres doivent composer avec des capitaux formés après l'effondrement du bloc soviétique et mettent également en avant une reconnaissance scientifique qui dépasse les frontières nationales. Dans les deux cas, des combinaisons avec des propriétés sociales complémentaires entretiennent une tension entre des sociologues qui prétendent intégrer l'étude des populations rurales à des analyses de portée générale et ceux qui revendiquent la production de savoirs spécialisés. Le champ organisé sur ce mode est le produit d'une longue histoire. Les antagonismes qu'il entretient et les rapprochements qu'il autorise n'en prêtent pas moins à des comparaisons structurales.

Mots-clés : sociologie rurale, internationalisation, champ scientifique, Roumanie

Abstract The way rural sociology has developed in Romania cannot be reduced to a simple confrontation between those advocating research aligned with international standards and those defending a grass-roots science, attuned to local realities. The positions and stances of the protagonists have gradually shaped a scientific field. Some of those who had participated in international academic forums under the Communist regime used this to further their position in the new context; others had to handle the new capitalism of the post-Soviet era, and likewise laid claim to international academic recognition. In both cases, combinations with complementary social profiles created tension between the sociologists who wished to integrate studies on rural populations into broader analyses, and those who believed in the production of specialised knowledge. So this particular organisation of the field has a long history. The antagonisms it sustains and the comparisons it authorises lend themselves to structural comparison.

Keywords: rural sociology, internationalisation, scientific field, Romania

Les recompositions de la sociologie dans les sociétés dites « postcommunistes » donnent à voir sous une forme exacerbée et dans un temps réduit des affrontements qui ont pour enjeu la définition des savoirs légitimes et la fixation d'une nouvelle hiérarchie académique. L'attachement de chercheurs à aligner leurs discours et leurs pratiques sur des standards occidentaux permet d'étudier plus précisément les ressorts et les modalités de l'internationalisation dans les sciences sociales. Les travaux disponibles retiennent le plus souvent la thèse du « rattrapage » (*catch-up*) : ils envisagent une démonétisation inexorable des théories et des méthodes que privilégiait le régime communiste (voir par exemple Dumitrescu, 2010). Cette lecture reconduit un mode de raisonnement téléologique, également pointé dans des travaux qui portent sur d'autres terrains (Keim, 2011, 126). Une étude plus circonspecte des réalités locales amène à caractériser une lutte entre des agents qui mettent en avant leur insertion dans des réseaux scientifiques étendus et une capacité à diffuser leurs travaux à l'échelle internationale, et ceux qui prétendent œuvrer au développement d'une science nationale, ajustée aux réalités locales. L'éclairage porte alors sur les démarches qu'engage chaque partie pour définir à son avantage les critères de légitimité scientifiques (Costea, 1994 ; Gheorghiu, 2002 ; Keen et Mucha, 2003 ; Sztompka, 2004 ; Hâncean, Perc et Vlasceanu, 2004 ; Karady et Nagy, 2018).

Pour prolonger et systématiser ces observations, il est utile de recourir à la notion de champ scientifique. Il s'agit alors de caractériser un ensemble structuré de positions et de prises de position (Bourdieu, 1976). Si certains agents s'efforcent de faire reconnaître dans le champ scientifique national des réalisations qui témoignent d'une assise internationale, rien n'autorise à caractériser un « capital international » indifférencié (Wagner et Réau, 2015). L'internationalisation n'est pas réductible à des attributs standardisés qui produiraient les mêmes effets sur tous les terrains ; elle procède toujours d'une construction locale et d'une combinaison particulière de capitaux économique, social et culturel – complétée par la détention d'un capital symbolique (Basaran et Olsson, 2018, 15). Par conséquent, les affrontements auxquels elle donne lieu ne résument pas à un face-à-face entre ses promoteurs et ses détracteurs. Les agents qui mettent en avant des signes de reconnaissance internationale n'affichent pas tous les mêmes propriétés sociales ni ne cherchent à les valoriser sur le même mode. Ils ne se solidarisent pas nécessairement contre ceux qui prétendent défendre une « science nationale ». Les évolutions observées en Europe centrale et orientale après la chute des régimes communistes mettent notamment en évidence la possibilité de présenter comme un gage d'internationalisation des attributs formés dans le passé et de démonétiser ceux de chercheurs qui ont plus récemment bénéficié d'une socialisation scientifique à l'étranger. Elles révèlent également des divergences parmi ces derniers.

Les redéploiements de la sociologie rurale en Roumanie offrent un bon exemple. Précisons que l'intitulé prête sur ce terrain à un usage générique, en lieu et place du label « études rurales » qui prévaut ailleurs. Il désigne l'ensemble des productions

académiques qui ont trait aux attributs et aux comportements sociaux des populations établies à la campagne. Cette délimitation appelle trois précautions. Il n'est pas question de la prendre pour une évidence en premier lieu ni de considérer qu'elle épouse les contours d'un objet substantiel. La sociologie rurale retient notre attention pour la seule raison que des agents s'en réclament et en font un terrain d'affrontement, chacun s'efforçant de faire reconnaître sa démarche comme la plus pertinente¹. Les modes de classement observés en Roumanie interdisent en deuxième lieu de se concentrer sur des formes d'institutionnalisation strictement disciplinaires. Le terrain étudié ne donne pas à voir des sociologues qui feraient valoir leur pedigree académique et revendiqueraient sur cette base le monopole des savoirs légitimes sur les campagnes. Les frontières entre la sociologie et d'autres sciences sociales y restent poreuses. Les universités mettent bien en place des cursus différenciés et ouvrent des postes sous des intitulés disciplinaires distincts ; mais elles peuvent par exemple recruter une candidate ou un candidat titulaire d'un doctorat en sociologie pour enseigner l'anthropologie et inversement (Serban et Dorondel, 2014). Ce mode de fonctionnement autorise en troisième lieu des recoupements partiels avec des principes de structuration plus larges. En Roumanie, les chercheurs en sciences sociales s'accordent à juger centrales les questions qu'aborde la sociologie rurale. Quelques observations motivent leur jugement : l'agriculture emploie aujourd'hui 36 % de la population active ; de nombreux retraités cultivent par ailleurs une parcelle pour leur propre consommation et pour approvisionner leurs descendants. L'ordre d'importance ainsi établi encourage certains agents à ranger la totalité de leurs travaux sous un étendard ruraliste. D'autres étudient les campagnes sans renoncer à des recherches qui les positionnent simultanément sur des terrains de lutte distincts.

Ce mode d'organisation est lui-même le produit de rapports de force évolutifs. Les travaux qui ont tracé les premiers contours de la sociologie rurale ont bénéficié d'une forte visibilité dans l'entre-deux-guerres. Le régime communiste les a ensuite valorisées par intermittence, dans le but de remédier aux dysfonctionnements de l'agriculture collective. Il n'a pas autorisé l'affirmation complète de positions distinctives, ni moins encore l'expression ouverte de divergences, de sorte qu'aucun effet de champ n'était alors envisageable. Une ouverture discontinue aux échanges internationaux – entièrement indexée sur la politique étrangère de la Roumanie – a néanmoins produit quelques disparités : selon qu'ils ont achevé leur formation à une époque ou à une autre, les sociologues qui s'attachaient à étudier les campagnes n'ont pas bénéficié des mêmes opportunités. Lorsque le bloc soviétique s'effondre, certains héritent d'attributs qu'ils

¹ Notre propos se concentre sur les chercheurs qui font de la sociologie rurale et de son orientation un enjeu. Les économistes qui consacrent des travaux à l'agriculture luttent sur un autre terrain et s'étalonnent selon d'autres principes (Roger, 2019). Principalement préoccupés par le tracé des frontières nationales avant la Seconde Guerre mondiale, puis engagés dans les politiques de planification urbaine sous le régime communiste, les spécialistes de géographie humaine cèdent le pas aux géomorphologues depuis 1990. En conséquence, la géographie dans son ensemble reste à l'écart des affrontements que nous étudions (Turnock, 1993 ; Cosmina, 2013).

combinent avec des capitaux tirés du nouveau contexte pour faire valoir une première forme d'internationalisation. Ils ne peuvent toutefois revendiquer un monopole sur la sociologie rurale. Des chercheurs entièrement formés après 1990 le leur contestent, en appui sur les capitaux distinctifs que leur fournissent des organisations internationales et des fondations privées. Un ensemble structuré de positions prend ainsi forme qui jette les bases d'un champ scientifique. Les luttes de classement qui le complètent obéissent à des règles précises : les agents qui mettent en avant leur alignement sur des standards internationaux ne retiennent pas exactement les mêmes critères.

Des attributs hérités. Une participation discontinu aux échanges scientifiques internationaux

Le schéma théorique que nous retenons permet de « dépasser l'antithèse de l'histoire infrastructurelle et de l'histoire événementielle » pour privilégier « une histoire structurale des espaces sociaux » (Bourdieu, 1982, 37). Dans la mesure où un champ n'est « pas quelque chose qui commencerait à un certain moment, par contrat, par décret », il importe de mettre au jour des trajectoires complexes et de rendre compte de leur enchevêtrement : « l'un des grands problèmes de l'analyse scientifique des champs est de décrire ces processus insensibles par lesquels se constitue ce qui ensuite se met à fonctionner comme un champ » (Bourdieu, 2016, 113). La bonne démarche consiste alors à observer la formation de matrices institutionnelles et de quelques attributs pour étudier ensuite la façon dont ils se combinent à d'autres facteurs et prennent place dans de nouveaux ensembles.

En Roumanie, le développement et l'institutionnalisation de la sociologie générale ont partie liée avec l'étude des campagnes. La sociologie rurale fonde historiquement la discipline plutôt qu'elle ne procède d'un effort de spécialisation interne. Dimitrie Gusti (1880-1955) en est le principal initiateur. Après des études à Berlin et la soutenance d'une thèse de doctorat à Leipzig, il séjourne à Paris puis obtient une chaire à la faculté de lettres de Iasi. En 1920, il est élu à l'Académie roumaine et recruté à la faculté de lettres et de philosophie de l'université de Bucarest. Cette position lui donne les moyens de fonder l'Institut social roumain (*Institutul social român*), d'y organiser un séminaire régulier et d'y former de jeunes chercheurs. La Roumanie compte alors plus de 3 280 000 exploitations agricoles, dont 92 % couvrent moins de 10 hectares. Les campagnes abritent 90 % de la population totale (Mitrany, 1930, 125-139). D. Gusti entend les étudier de façon méthodique et poser ainsi les fondements d'une « science totale » – capable d'intégrer et de synthétiser les enseignements de la biologie, de la démographie, du droit, de l'économie, de l'histoire, de la géographie, de la psychologie et des études folkloriques. Comme toute « unité sociale », un village repose selon lui sur des « cadres » et des « manifestations ». Il convient de distinguer les cadres « biologique » (les données démographiques et sanitaires), « historique » (les formes d'organisation traditionnelles),

« psychologique » (les croyances collectives) et « cosmique » (les pratiques culturelles ajustées aux contraintes naturelles). Quatre catégories de « manifestations » sociales méritent par ailleurs examen : les manifestations « économiques » ont trait à la production de biens matériels ; les règles qui organisent la parenté et la propriété sont autant de manifestations « juridiques » ; le fonctionnement des institutions qui encadrent les villages (l'école et l'église au premier chef) donne à voir des manifestations « politiques » ; les arts populaires et les pratiques rituelles témoignent d'une intense activité spirituelle et prêtent à des manifestations « noologiques » (du grec *noos* : l'esprit). Lorsque les manifestations s'ajustent aux cadres, la collectivité connaît un développement harmonieux. Elle reproduit ce schéma tant qu'elle est animée d'une « volonté sociale » – tant que ses membres ont conscience de vivre ensemble et tant qu'ils développent une même énergie créatrice. Les principes théoriques ainsi formulés servent à la réalisation d'enquêtes collectives. Entre 1925 et 1939, les assistants de D. Gusti s'y réfèrent pour organiser des campagnes monographiques. Tous suivent le même protocole. Ils élaborent tout d'abord un questionnaire, dans le cadre du séminaire organisé à Bucarest. L'équipe formée séjourne ensuite dans un village pendant quelques semaines. Les enquêteurs sont tenus de se concentrer chacun sur un « cadre » ou une « manifestation ». Ils soumettent directement leurs premiers résultats à la discussion, lors de réunions quotidiennes sur le terrain : chacun peut pointer des lacunes et proposer des solutions pour y remédier. Lorsque les données recueillies paraissent exhaustives, les coordinateurs de la recherche les centralisent et s'efforcent de livrer une synthèse (Cirstocea, 2007). À partir de 1926, D. Gusti s'appuie sur deux jeunes collaborateurs dont il fait ses relais principaux : Traian Herseni (1907-1980) et Henri Stahl (1901-1991) reçoivent chacun la mission d'organiser une campagne monographique qui servira ensuite de référence. Le premier dirige une équipe dans le village de Dragus, en Transylvanie. Il signe par ailleurs un ouvrage qui expose les ambitions théoriques de l'entreprise (Herseni, 1934). Le second pilote une enquête à Nereju, dans le Sud-Ouest de la Moldavie. Il publie dans le même temps un manuel méthodologique à l'attention de tous les sociologues qui aspirent à s'engager dans une recherche du même ordre (Stahl, 1934).

D. Gusti affiche une ambition totalisante : il entend que tous les villages sans exception fassent l'objet d'une recherche monographique – ce qui revient à programmer plus de 15 000 enquêtes. L'entreprise doit aboutir à la publication d'un *Atlas sociologique de la Roumanie*. Selon son initiateur, elle offre les moyens de concilier travail savant (*sociologia cogitans*) et action réformatrice (*sociologia militans*). La sociologie peut ainsi devenir la « science de la nation » : les chercheurs qui en suivent les préceptes ont pour mission de fixer « le véritable idéal national » ; ils doivent aider la collectivité à atteindre son « développement maximal par la réalisation de ses capacités naturelles » (Gusti, 1935, 15-25 ; 1937, 53).

La charte intellectuelle formulée dans ces termes permet de structurer un groupe de chercheurs, d'y intégrer de nouvelles recrues et de labelliser une « École sociologique

de Bucarest ». Elle trouve rapidement un écho politique. D. Gusti occupe à plusieurs reprises le poste de ministre de l'Instruction publique. De 1934 à 1939, il dirige également les *Fondations culturelles du roi*. Cette position lui permet de travailler dans deux directions. Elle l'amène en premier lieu à recruter des étudiants formés dans différentes disciplines pour mener des actions pédagogiques dans les campagnes : les équipes constituées ont pour mission de transmettre aux paysans des connaissances pratiques et des messages mobilisateurs, inspirés par les enseignements des enquêtes monographiques ; en retour, leurs membres doivent acquérir une pleine conscience des réalités nationales et développer un sentiment patriotique, utile à l'exercice de leur future profession. En 1938, les autorités généralisent la formule sous le nom de « service social » : tous les étudiants en voie d'achever leurs études universitaires ont l'obligation de séjourner dans des villages, sous la supervision de chercheurs. Avec l'appui du roi, D. Gusti travaille en second lieu à la création d'un « musée sociologique » entièrement consacré à l'organisation villageoise. Il ne s'agit pas pour lui de collectionner des costumes et des objets artisanaux pour glorifier une tradition ancestrale et se livrer à des épanchements nostalgiques. L'objectif est plutôt de contribuer à la « réforme sociale ». Le roi adhère à ces vues. En 1936, il charge D. Gusti d'ouvrir un musée en plein air à Bucarest. Le projet initial délimite deux espaces. Une analyse complète des « cadres » et des « manifestations » relevés lors des enquêtes monographiques permet d'édifier un village de synthèse dans un premier espace et d'y faire évoluer des petits agriculteurs, des instituteurs, des prêtres, etc. Instruits par les dysfonctionnements observés, des sociologues peuvent construire, dans un second espace, « un village du futur ». Le prototype mis au point guidera les politiques mises en œuvre par la suite (Musat, 2013, 360 et 370 ; Momoc, 2013 ; Musat, 2015).

Les promoteurs de la sociologie rurale ne se contentent pas d'appuis politiques internes. Des bourses attribuées par la fondation Rockefeller leur permettent d'effectuer des séjours à l'étranger et de nouer des relations étroites avec des chercheurs occidentaux (Plosceanu, 2007-2008). En manière de consécration, le 14^e Congrès international de sociologie doit se dérouler à Bucarest en 1939. Dans cette perspective, D. Gusti demande à T. Herseni et H. Stahl de parachever les recherches monographiques commencées en 1927. En 1938, il les pousse à organiser de nouvelles enquêtes, de façon à présenter des résultats consolidés qui respectent exactement son schéma d'analyse. L'objectif est d'offrir deux exemples de ses réalisations à ses collègues français et allemands. La campagne menée à Dragus n'aboutit pas. Celle qui est organisée à Nereju débouche sur la publication d'un ouvrage en français, sous la direction d'H. Stahl (1939). L'entreprise de légitimation tourne court néanmoins. Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale impose d'annuler le Congrès (Gaita, 2011 ; Rostas, 2011).

Dès sa mise en place, le régime communiste regroupe les terres des petits propriétaires dans des *domaines agricoles collectifs* (*gospodarii agricole colective*), rebaptisés par la suite *coopératives agricoles de production* (*cooperative agricole de productie*).

En 1948, il rabaisse la sociologie au rang de « pseudoscience bourgeoise » et en tire argument pour fermer toutes les chaires et les départements qui permettaient de l'enseigner. D. Gusti est mis à pied et assigné à résidence. D'autres chercheurs opèrent une conversion qui leur permet de conserver une position académique. Engagé dans les campagnes monographiques dans l'entre-deux-guerres, Mihai Pop (1907-2000) assure à partir de 1949 un enseignement d'études folkloriques à l'université de Bucarest, dans le cadre d'une chaire de littérature. Tout juste créé au sein de l'Académie roumaine, l'Institut de Folklore (*Institutul de Folklor*) lui offre par ailleurs un poste de chercheur. Les travaux réalisés dans ce cadre se limitent à répertorier sur l'ensemble du territoire roumain les légendes ancestrales, les proverbes locaux, les variantes régionales des cérémonies nuptiales et funéraires, les danses et les costumes rituels. Les enquêteurs prétendent recueillir un matériau « authentique » – directement fourni par « le peuple » – et peuvent à ce titre bénéficier de financements réguliers (Hedesan, 2008, 24-25). Quelques assistants de D. Gusti parviennent à travailler plus directement au maintien d'une recherche sociologique. Henri Stahl s'illustre dans ce registre. Coordinateur de la seule campagne monographique menée à son terme suivant les plans initiaux, il est par ailleurs le demi-frère de Stefan Voinea, figure éminente du marxisme roumain. Ce pedigree lui permet d'occuper des postes de chargé d'études dans des organismes techniques jusqu'à sa retraite, en 1961. Faute de pouvoir se livrer à de nouvelles enquêtes de terrain, le chercheur se rabat sur la sociologie historique et étudie sous cet angle les évolutions des « communautés villageoises » (Stahl, 1959). H. Stahl parvient à présenter son travail en France, à la sixième section de l'École pratique des hautes études (EPHE, devenue École des hautes études en sciences sociales, EHESS, en 1975). Il peut compter là sur l'appui de son ancien étudiant Isac Chiva, exilé à Paris dans l'immédiat après-guerre et très engagé dans la structuration de la sociologie rurale en France. Par des voies différentes, Miron Constantinescu (1917-1974) contribue également à entretenir l'héritage de D. Gusti. Impliqué dans des campagnes monographiques dans l'entre-deux-guerres, il a dans le même temps adhéré au Parti communiste roumain. Son engagement politique lui permet de devenir professeur de matérialisme dialectique en 1945, puis d'accéder à des fonctions politiques de premier plan. Écarté en 1957 en raison de prises de position jugées subversives, le jeune dignitaire doit se rabattre sur un poste à l'Institut de philosophie de l'Académie roumaine. Au moment où s'opère cette conversion forcée, les coopératives agricoles de production commencent à afficher quelques signes de dysfonctionnement (Roger, 2002). La conjoncture permet une résurgence de la sociologie rurale. M. Constantinescu prétend utiliser les acquis méthodologiques des recherches menées dans l'entre-deux-guerres et en tirer les moyens d'expliquer les comportements des coopérateurs. À son initiative, l'Institut de philosophie ouvre en 1965 un Centre de recherches sociologiques (*Centrul de cercetari sociologice*). La faculté de philosophie de l'université de Bucarest se dote également d'un département de sociologie. En 1967, les universités de Iasi et de Cluj mettent à

leur tour en place des formations spécialisées. H. Stahl reprend alors du service. Il participe en 1968 à la fondation du Laboratoire sociologique de l'université de Bucarest : cette nouvelle position lui permet de travailler dans deux directions. L'ancien disciple de D. Gusti se consacre tout d'abord à une nouvelle étude de sociologie historique. Dans un ouvrage publié en français, il reconsidère les clés de lecture marxistes pour étudier la « pénétration du capitalisme » dans les provinces historiques roumaines (Stahl, 1969). H. Stahl pousse ensuite à l'organisation d'enquêtes monographiques (Chirot, 1972 ; Bosomitu, 2011). Il mobilise de jeunes chercheurs formés à la philosophie, les encourage à s'orienter vers la sociologie et les invite à s'inspirer des propositions méthodologiques formulées dans l'entre-deux-guerres. Mihai Cernea (né en 1931) se distingue rapidement dans ce registre. Il coordonne une recherche sur deux communes rurales étudiées plus de trente ans auparavant par D. Gusti et ses associés (Cernea *et al.*, 1970). À cette première réalisation succède un travail collectif sur les motivations des coopérateurs et sur leur rapport à la planification (Cernea, 1974). M. Constantinescu et H. Stahl encadrent eux-mêmes une enquête sur les coopératives agricoles de production (Constantinescu et Stahl, 1970). Les chercheurs qui s'étaient repliés sur les études folkloriques tirent à leur tour parti du contexte et ne tardent pas à réorienter leurs propres travaux. Ils réforment l'Institut de Folklore et le rebaptisent Institut d'Ethnographie et de Folklore (*Institutul de Etnografie si Folklor*) : ce nouvel intitulé leur permet d'afficher des ambitions intellectuelles plus élevées. Au début des années 1970, M. Pop organise des campagnes monographiques dans le Maramures (au nord de la Roumanie). Il y associe des linguistes, des psychologues, des philosophes et des artistes, dans le but d'analyser sous des angles différents la vie quotidienne des villageois. Il s'agit pour lui de remettre au goût du jour le protocole de recherche élaboré par D. Gusti (Hedesan, 2008, 28).

Ces dynamiques de recherche coïncident avec une inflexion de la diplomatie roumaine. Nicolae Ceausescu condamne la répression du Printemps de Prague en 1968 et accueille Richard Nixon à Bucarest l'année suivante. S'ouvre alors une période d'intensification des échanges avec l'Europe occidentale et les États-Unis. En 1971, M. Constantinescu et H. Stahl organisent un « colloque franco-roumain de sociologie » à Bucarest (Karnoouh et Barbichon, 1971). Ils y convient deux grandes figures de la sociologie rurale française, Henri Mendras et Placide Rambaud. Plusieurs sociologues roumains parviennent ensuite à publier dans des revues françaises et obtiennent des bourses pour séjourner à Paris, au Centre d'études sociologiques – unité de recherche du CNRS dans laquelle a travaillé Henri Mendras – et à l'EHESS. Les financements de l'*International Research and Exchange Board* (IREX) autorisent également des coopérations scientifiques. Fondé en 1968 sous le parrainage du gouvernement fédéral des États-Unis et avec le financement de la fondation Ford, cet organisme accorde des bourses à des chercheurs roumains qui séjournent outre-Atlantique et à des sociologues américains qui effectuent en retour des missions en Roumanie, le plus souvent pour y mener des enquêtes de terrain dans des villages (Cole, 1975).

La reviviscence des recherches empiriques sur les campagnes roumaines est de courte durée. Les chercheurs qui y ont contribué essuient des revers sur trois plans. En 1972, les autorités cessent en premier lieu d'encourager les enquêtes sur l'agriculture collective. Elles mettent en œuvre des politiques qui visent plutôt à mettre au pas les coopératives agricoles de production (Roger, 2002). Les sociologues roumains perdent en deuxième lieu quelques points d'appui internes. M. Constantinescu meurt en 1974. Les autorités ferment aussitôt le Centre de recherches sociologiques de l'Académie roumaine, le département de sociologie de l'université de Bucarest et le Laboratoire sociologique. Elles cantonnent la formation en sociologie aux études doctorales et l'intègrent à l'Académie de sciences sociales et politiques (*Academia de Stiinte Sociale si Politice*). Ouvert en 1970, cet établissement organise des séminaires de sociologie qui se limitent à une lecture de textes classiques au prisme de la doctrine marxiste-léniniste. Les soutiens externes dont pouvaient bénéficier les chercheurs roumains se rétractent en troisième lieu. Suite au choc pétrolier, la fondation Ford essuie de lourdes pertes et l'IREX réduit ses financements. Quelques jeunes sociologues roumains obtiennent encore des bourses. Triés sur le volet, ils ont pour obligation de se former aux méthodes quantitatives, à l'Institute for Social Research de l'université du Michigan. Les agences de planification mobilisent ensuite leurs compétences dans ce registre : le mot d'ordre est de perfectionner les techniques de collecte des données locales et de forger des indicateurs utiles (Larionescu, 2002, 503). Les chercheurs qui ont bénéficié de la période d'ouverture et qui se sont livrés quelques années à des recherches monographiques doivent tenir compte de ces évolutions. M. Pop et son équipe se replie de nouveau sur le recueil de matériaux folkloriques. M. Cernea s'exile aux États-Unis en 1974, pour occuper le poste de *Senior Social Adviser for Social Policy and Sociology* à la Banque mondiale. H. Stahl intègre l'Académie des sciences sociales et politiques et y prend en charge la section de sociologie. Il peut encore compter sur quelques soutiens à l'étranger et échanger à distance avec des collègues occidentaux. La reconnaissance que lui ont valu ses publications en français s'étend aux États-Unis. Lui-même issu d'une famille franco-américaine, le sociologue Daniel Chirot accède à ses travaux. Il s'y réfère largement dans la thèse de doctorat qu'il soutient en 1973 à l'université Columbia et dans l'ouvrage qu'il en tire ensuite (Chirot, 1976). Il traduit en anglais et publie aux États-Unis l'opus que le sociologue roumain a consacré à la pénétration du capitalisme dans les provinces roumaines. Immanuel Wallerstein trouve là un écho à ses propres analyses sur les relations entre centres et périphéries économiques. Alors directeur du Fernand Braudel Center (au sein de la State University of New York à Binghamton), il est également responsable du périodique *Review* et accepte d'y publier quelques articles de Stahl.

À partir de la fin des années 1970, une nouvelle inflexion politique réduit encore les possibilités de mener des recherches en sociologie rurale. Les autorités mettent en œuvre un programme de développement économique autarcique. Elles prévoient de « rationaliser » l'organisation des campagnes en relogant tous les villageois dans

des immeubles. Une division du travail en résulte. Les agences de planification qui recrutent des sociologues les ramènent en premier lieu au rang de techniciens et les chargent de livrer des études quantitatives décontextualisées. Les chercheurs qui se reclassent à l'Académie des sciences sociales et politiques et dans les facultés de philosophie doivent en deuxième lieu apporter des justifications théoriques au projet politique des autorités. Le « protochronisme » est alors à l'honneur. Les promoteurs de cette doctrine dénoncent l'attachement des élites roumaines à s'aligner sur des modèles étrangers et à entretenir un état de subordination. Ils réexaminent l'histoire des provinces roumaines pour y trouver des réalisations majeures, vierges de toute influence extérieure et antérieure à celles dont se prévalent d'autres contrées (Verdery, 1991, 156-166). Les spécialistes du folklore reçoivent de fermes consignes en troisième lieu. Ils doivent dépasser la simple collecte d'objets artisanaux pour se transformer en activistes culturels et exalter le génie créateur des campagnes roumaines. Les autorités les soumettent à un contrôle politique renforcé.

Les réorientations successives imposées par le pouvoir communiste conditionnent largement la réorganisation de la sociologie rurale après 1990. Selon les possibilités dont ils ont bénéficié d'une période à l'autre, les sociologues roumains affichent des dotations différentes. Leurs attributs conditionnent l'obtention de nouveaux appuis institutionnels, de nouveaux supports de publication, de nouvelles possibilités de séjour à l'étranger et de nouvelles sources internationales de financement. Des agents formés après l'effondrement du bloc soviétique ne tardent pas à s'affirmer par ailleurs ; ils bénéficient directement d'avantages restés longtemps inaccessibles à leurs aînés. Les capitaux accumulés avant et après le changement de régime prêtent à plusieurs combinaisons. Les positions différenciées qui en résultent forment un ensemble structuré. Leur mise au jour impose deux précisions. En premier lieu, le socle historique constitué au fil des décennies est nécessaire mais non suffisant : il ne débouche aujourd'hui sur des affrontements structurés et structurants que dans la mesure où il se combine avec d'autres principes d'organisation, fournis par le nouveau contexte. En second lieu, la caractérisation d'un champ de la sociologie rurale ne saurait justifier un aplatissement chronologique. Les positions et les prises de position ne procèdent pas d'une cristallisation spontanée, observable dès 1990. Les combinaisons de propriétés formées dans le passé et de nouveaux capitaux ne s'opèrent pas toutes au même rythme. Certaines se stabilisent rapidement. Mais elles ne font sens et ne permettent de conclure à des effets de champ qu'à partir du moment où une structure complète se dessine – au tournant des années 2010.

Des positions différenciées. Une consolidation progressive des combinaisons de capitaux

En 1991, la loi n° 18 dissout officiellement 3 800 coopératives et redistribue à tous leurs anciens membres – cadres et mécaniciens compris – des titres de propriété sur des

parcelles de 0,5 à 1 hectare. Plus de trois millions de petits propriétaires cultivent dès lors leurs terres sur un mode familial, à des fins d'autoconsommation. Les chercheurs roumains s'alignent alors sur le programme classique de la sociologie rurale et développent un questionnement sur la « modernisation » des campagnes (Alphandéry et Billaud, 2009, 10). Leurs débats portent sur la qualification des « traditions » qu'entretiennent les producteurs les plus modestes : chacun prétend évaluer de la façon la plus perspicace les obstacles qu'elles posent au développement de l'agriculture capitaliste. Un champ scientifique se forme progressivement sur cette base. Il n'impose pas sa logique, dès 1990, par un processus de cristallisation spontanée. Les combinaisons de propriétés formées dans le passé et de nouveaux capitaux ne s'opèrent pas toutes au même rythme. Certaines se stabilisent rapidement. Mais elles ne font sens qu'à partir du moment où une structure complète se dessine. Les positions composent *au final* un ensemble structuré, au croisement de deux axes paramétriques.

Les agents se répartissent en premier lieu entre un *pôle national* et un *pôle international*. Ceux qui se rapprochent de chaque extrémité affichent des propriétés très contrastées. Les uns ont étudié en Roumanie et ont été entièrement socialisés dans des cercles scientifiques roumains ; ils comptent uniquement sur des financements nationaux et ne diffusent pas leur recherche au-delà des frontières nationales. Les autres ont effectué des séjours à l'étranger, participent à des échanges scientifiques internationaux, sollicitent le soutien de quelques organisations internationales et cherchent à publier dans des revues à diffusion internationale. Des positionnements intermédiaires sont observables, par exemple lorsqu'un chercheur publie en anglais dans une revue roumaine.

Les chercheurs se divisent ensuite selon qu'ils donnent à leurs travaux une *orientation généraliste ou spécialisée*. Certains disposent de capitaux qui les conduisent à privilégier des enjeux disciplinaires et à afficher des prétentions théoriques élevées : ils appliquent à l'agriculture et aux agriculteurs des questionnements de sociologie générale. D'autres prétendent travailler au développement de connaissances factuelles, en s'appuyant sur des outils ou des méthodes de collecte des données ; ils considèrent que leur objet d'étude est irréductible à tout autre. Nombre d'agents s'échelonnent encore entre ces deux extrémités.

Le croisement des axes donne à voir un champ de force et fait apparaître des positions « structurellement déterminantes » (Bourdieu, 1984, 102, 109 et 139 ; 2013, 13)². Le matériau recueilli permet de caractériser chacune par une combinaison de capitaux

² Nombre d'enquêtes donnent à voir un échelonnement des chercheurs en sciences sociales sur un axe national/international (Gingras, 2002, 35 ; Dubois, Gingras et Rosental, 2016, 411). La différenciation des orientations généraliste et spécialisée est tout aussi commune (Krause, 2016), notamment sur le terrain de la sociologie rurale (Debroux, 2004, 205 ; 2009, 51-58 ; Alphandéry, Sencébé, 2009, 30). Notre cas d'étude montre néanmoins que la position occupée sur un axe ne préjuge pas de la localisation sur un autre : rien ne permet d'affirmer que le degré de spécialisation des sociologues roumains est inversement proportionnel à leur insertion dans des réseaux scientifiques internationaux.

culturel, social et économique – complétée par une dotation en capital symbolique³. Nous le soumettons au protocole mis au point par des auteurs qui se sont eux-mêmes efforcés de cartographier des champs sans rechercher une quantification systématique des propriétés relevées – en se concentrant sur les effets que produit l'association de différentes propriétés sociales plutôt que sur le volume de chacune (voir notamment Harwood, 2004).

Les agents qui donnent une orientation *généraliste* à leurs recherches et qui prétendent principalement à une reconnaissance *nationale* composent avec une dotation très spécifique. Leur capital culturel repose sur un doctorat en sociologie, obtenu en Roumanie à la fin des années 1970 ou dans les années 1980. Il porte l'empreinte du « protochronisme » : cette école ne compte plus guère de membres revendiqués après le changement de régime ; mais ses anciens représentants restent attachés à produire une théorie sociologique générale, appuyée sur des références nationales plutôt que sur les travaux qui structurent les débats disciplinaires à l'échelle internationale. Cette orientation s'accompagne d'une faible capacité à échanger avec des chercheurs étrangers : des séjours ponctuels en Europe et aux États-Unis produisent un effet d'affichage plutôt qu'ils ne débouchent sur des invitations répétées et des échanges réguliers. Les supports éditoriaux retenus participent de la même logique : à de nombreux articles en roumain s'ajoutent quelques textes en anglais, toujours publiés dans des revues à diffusion nationale. Les chercheurs considérés disposent d'un capital social ajusté : ils peuvent compter sur le soutien de quelques agents haut placés à l'Académie roumaine et au ministère de l'Éducation. Leur capital économique procède d'une activité au sein l'Autorité nationale de la recherche scientifique (*Autoritatea Nationala de Cercetare Stiintifica*, ANCS), chargée d'attribuer des financements sur projet, mais aussi d'une représentation au Conseil national de la recherche scientifique de l'enseignement supérieur (*Consiliul national al cercetarii stiintifice din invatamentul superior*, CNCISIS) qui accorde des subventions pour l'organisation d'événements scientifiques et le développement d'activités éditoriales. Un capital symbolique permet de justifier cette assise institutionnelle. Il consiste à revendiquer une expertise originale sur les campagnes, héritière d'une démarche portée à son sommet dans l'entre-deux-guerres et soucieuse de prendre en compte les particularismes historiques de la Roumanie. Les agents qui

3 Nous mobilisons un matériau empirique recueilli en 2010, 2014 et 2016 dans cinq registres distincts. 1) Nous avons consulté en 2010 les organigrammes, la documentation institutionnelle, les contrats de recherche et les rapports d'évaluation de sept unités et établissements dans lesquels des sociologues et des anthropologues étudient l'agriculture et les agriculteurs. Nous avons réitéré l'enquête documentaire dans les mêmes termes en 2014. 2) En 2010 et en 2016, nous avons collecté les curricula de 76 chercheurs et enseignants-chercheurs statutaires, en poste dans les établissements considérés. 3) Nous avons examiné le contenu de 61 ouvrages sur l'agriculture et les agriculteurs publiés par des sociologues et des anthropologues roumains depuis 1990. 4) Nous avons dépouillé à partir de 2006 neuf revues scientifiques roumaines qui publient des travaux de sociologues et d'anthropologues consacrés à l'agriculture et aux agriculteurs ainsi que les études et les rapports publiés par les mêmes auteurs. 5) Nous avons réalisé 17 entretiens semi-directifs d'une durée d'une heure et demi à deux heures avec des sociologues et des anthropologues qui ont mené des recherches sur l'agriculture.

le mobilisent prétendent mener leurs recherches sous l'étendard du « patriotisme » : selon la lecture qu'ils cherchent à imposer, la conscience de la destinée nationale importe davantage que la conduite d'enquêtes empiriques pointilleuses ; la lecture des grands auteurs roumains est une source supérieure d'inspiration et livre des enseignements plus utiles que l'application de protocoles scientifiques standardisés.

Parmi les chercheurs qui affichent ces propriétés, Ilie Badescu (né en 1948) bénéficie d'une forte visibilité : sa trajectoire lui a permis d'accumuler des capitaux très rapidement mobilisables après le changement de régime. Engagé dans des études de sociologie à partir de 1972, il a travaillé sous la direction de H. Stahl et a obtenu une bourse de l'IREX pour effectuer un bref séjour au département d'anthropologie de l'université du Massachusetts. La publication de travaux descriptifs sur les villages roumains lui a permis de s'engager dans une recherche doctorale en sociologie – au moment précis où le régime communiste a poussé au développement du « protochronisme ». Le jeune chercheur a finalement soutenu une thèse dans laquelle il a tenté d'appliquer cette doctrine à sa discipline : il a ainsi présenté le poète romantique Mihai Eminescu (1850-1889) comme le fondateur d'une sociologie nationale et comme un précurseur de Marx (Badescu, 1984). En 1990, I. Badescu fait valoir ses attaches avec H. Stahl et obtient une bourse Fulbright pour séjourner à la State University of New York, auprès d'Immanuel Wallerstein.

En 1990, l'Académie roumaine se dote d'un Institut de sociologie. Elle le présente comme une exhumation du Centre de recherches sociologiques, ouvert en 1965 à l'initiative de M. Constantinescu. I. Badescu intègre cet établissement à titre de « chercheur scientifique » (*cercetator stiintific*) et en prend la direction. Il y fonde le laboratoire Sociologie rurale et analyse comparative des communautés (*Sociologie rurala si analiza comparativa a comunitatilor*). Onze agents rémunérés par l'Académie roumaine travaillent là sous son contrôle. L'ANCS finance leurs recherches.

Ilie Badescu obtient en 1992 un poste de professeur à la faculté de sociologie de l'université de Bucarest. En 1995, il devient responsable de la Chaire de sociologie et des études doctorales. Sa nouvelle assise lui permet d'accéder à la présidence de l'Association roumaine de sociologie (*Asociatia Române de Sociologie*). Les comités de rédaction des trois principales revues de sociologie publiées en Roumanie (*Sociologie româneasca* ; *România Sociala* ; *Revista Romana de Sociologie*) lui ouvrent par ailleurs leurs rangs. Le sociologue cumule ensuite ces charges éditoriales avec le poste de rédacteur en chef du *Romanian Journal of Sociological Studies* et la direction de la revue en ligne *Sociologia Azi*.

Ilie Badescu expose régulièrement ses analyses dans ces périodiques et les développe dans des ouvrages que publient les éditions Mica Valahie et que subventionne le CNCSIS. Il se réclame toujours de la pensée de Mihai Eminescu, affirme que le poète a esquissé une « théorie des latences collectives » (*teoria latentelor colective*) et en tire une argumentation aux accents vitalistes et spiritualistes (Badescu, 1997 ; 2010). Selon

lui, une « énergie de l'âme » habite chaque être humain. Canalisée et orientée vers des formes d'expression collectives, elle peut mener à de grandes réalisations : chacun en arrive alors à se reconnaître dans les « cadres spirituels qui définissent l'identité d'un peuple ». « Les saints, les héros, les fêtes et les savoir-faire quotidiens » forment des vecteurs efficaces. Si la même énergie est contenue ou mal orientée, l'anomie, l'individualisme et la cupidité l'emportent. Les « élites » jouent dans tous les cas un rôle déterminant. Elles peuvent « favoriser l'expression des latences collectives ou les bloquer au contraire ». Lorsqu'elles participent à l'entretien des croyances, des rituels et des traditions populaires, elles impriment une « direction adéquate » à la collectivité : « l'énergie de l'âme » que porte chaque individu se déploie librement. Lorsque des « pilotes dissonants » (*conducatori disonanti*) sont aux commandes, ils négligent les supports de la vie collective ; les relations sociales se distendent et les signes de déréliction se multiplient (Badescu, 2014a).

I. Badescu conçoit ce schéma d'analyse comme le socle d'une sociologie générale et revendique l'héritage de l'École sociologique de Bucarest. Il réfère la « théorie des latences collectives » aux monographies villageoises réalisées dans l'entre-deux-guerres et charge les membres de son équipe de remettre sur le métier le projet d'*Atlas sociologique* autrefois porté par D. Gusti et ses disciples (Badescu, 2005 ; 2011). Il n'est plus nécessaire selon lui de mener des enquêtes de terrain dans toutes les communes rurales de Roumanie. Une connaissance de l'histoire nationale et une familiarité avec les mœurs paysannes permettent d'en faire l'économie et de livrer directement des analyses transversales. I. Badescu porte une attention particulière à l'organisation « noologique » des campagnes roumaines, autrement dit aux arts populaires et aux pratiques rituelles qui expriment une forme de spiritualité et qui constituent l'une des quatre « manifestations sociales » définies par la charte de l'École sociologique de Bucarest (Badescu, 2007). Il trouve là les moyens d'analyser les transformations de l'agriculture après 1990. Selon son analyse, le capitalisme a longtemps reposé sur « un ethos chrétien » qui présentait « une portée civilisatrice ». Il a ensuite dégénéré au point de devenir un facteur de « despiritualisation endémique » et d'entretenir une « turbulence permanente » : ses développements ont conduit à privilégier la « dimension matérielle, extérieure et horizontale de la vie sociale », au détriment de la « dimension intérieure, verticale et spirituelle » (Badescu, 2009a, 75). Lorsque ses promoteurs jettent leur dévolu sur l'agriculture roumaine, ils n'en retiennent que les formes les plus dégradées. Un « capitalisme de casino » gagne les villages et les éloigne de leur « fonction civilisationnelle » (Badescu *et al.*, 2014, 5). Il provoque un « démantèlement des systèmes de signification locaux et des modes de pensée traditionnels ». La « densité des interactions sociales » s'en trouve considérablement réduite et la « compression des énergies communautaires » en résulte (Badescu, 2009b, 62). Aucun terrain d'expression ne s'offre aux « latences collectives » et les populations rurales se replient sur des comportements individualistes (Badescu, Buruiana et

Serban, 2006). Les sociologues ont pour mission de mettre au jour des « forces intérieures » inexploitées qui ne demandent qu'à converger et à se fondre dans un vaste élan créateur. Ils peuvent pour cela recourir à des « sondages pneumatologiques » (du latin *pneuma* : souffle). La démarche consiste à se saisir de « documents spirituels » façonnés par le génie populaire (contes, légendes, proverbes, chants, etc.) pour y découvrir des « substrats métaphysiques » et révéler leur pouvoir d'entraînement (Badescu et Cristea, 2003, 237-240)⁴.

Les chercheurs qui mènent des recherches *spécialisées* et qui se concentrent sur un horizon académique *national* se refusent à de telles considérations. Ils émergent à l'Institut d'ethnographie et de folklore de l'Académie roumaine – formé sous le régime communiste – et enseignent dans le cadre d'une chaire du même nom à la faculté de lettres de l'université de Bucarest. Leur capital culturel intègre une formation suivie à la fin des années 1970 et au cours des années 1980, lorsque les autorités ont réorienté les « études folkloriques » et exigé qu'elles se limitent à glorifier le génie créateur des masses : les jeunes recrues ont dû se concentrer sur la collecte de produits artisanaux ou se consacrer à la constitution d'un répertoire de contes populaires et de chants traditionnels. Les savoir-faire développés dans ce registre ont prêté à quelques échanges avec des chercheurs établis dans des « pays frères ». Des publications communes en ont résulté. Elles conservent quelque crédit après la chute du régime communiste : leurs auteurs ne renient pas les méthodes de recueil et d'indexation des données utilisées dans le passé ; ils entendent simplement les mettre au service d'une nouvelle démarche patrimoniale, expurgée selon eux de toute considération idéologique. Cette orientation les amène à développer un propos descriptif : l'objectif est de multiplier les observations locales pour dégager des régularités régionales et dresser des typologies, sans en tirer des conclusions de large portée. Des séjours aux États-Unis, en France et en Scandinavie servent à perfectionner les techniques de classement. Ils ne sont pas suivis de collaborations régulières : les chercheurs roumains exposent leurs inventaires dans les congrès de sociétés savantes formées en Europe centrale et orientale ; mais ils n'échangent guère avec des collègues occidentaux et publient principalement dans des revues roumaines spécialisées (*Revista de Etnografie si Folklor* ; *Cerceteri Etnologice Românesti Contemporane*). Les folkloristes disposent par ailleurs d'un capital social important. Ils conservent d'importants soutiens au sein de l'Académie roumaine. Quelques entrées au ministère

⁴ Entre 1992 et 1995, Ilie Badescu est président d'honneur du Mouvement pour la Roumanie (*Miscarea pentru România*). Le fondateur de ce groupuscule néofasciste, Marian Munteanu, a accédé à la notoriété en animant un mouvement étudiant à Bucarest en 1990 et en organisant une occupation de la place de l'Université pour protester contre la « confiscation de la révolution » par d'anciens cadres du régime communiste. Il est aujourd'hui professeur associé au département de sociologie de l'université de Bucarest. L'Institut de sociologie lui confie par ailleurs un programme de recherche sur les « valeurs communautaires de l'aire ethnoculturelle roumaine » et le charge de piloter la rédaction d'une *Encyclopédie de la civilisation traditionnelle*. I. Badescu n'hésite pas dans le même temps à se réclamer de Nichifor Crainic, idéologue du fascisme et de l'antisémitisme dans l'entre-deux-guerres. Il explique que, contrairement aux théoriciens du nazisme, ce penseur roumain entendait promouvoir un « ordre social-chrétien » (Badescu, 2014b).

de la Culture leur permettent encore de s'investir dans des missions de valorisation du patrimoine. À leur initiative, un Musée du paysan roumain ouvre en 1990. Il valorise les collections disponibles et organise des expositions temporaires. Les chercheurs qui travaillent dans ce cadre peuvent par ailleurs intégrer la délégation permanente de la Roumanie à l'Unesco et y conserver des appuis lorsqu'ils cessent d'y siéger. Leur capital économique repose sur des projets que finance l'Autorité nationale de la recherche, mais aussi sur les crédits obtenus pour constituer et entretenir des collections d'objets artisanaux : en 2003, après que la Roumanie a signé en la matière une convention de l'Unesco, le ministère de la Culture forme une Commission nationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de Roumanie (*Comisia nationala pentru salvagardarea patrimoniului cultural imaterial din România*) ; les membres de l'Institut d'ethnographie et de folklore y figurent en nombre. Un capital symbolique complète cette dotation. Il met en exergue une démarche classificatoire éprise d'objectivité et adossée à des techniques exigeantes. Selon les représentations qui en découlent, la capacité à réaliser des inventaires rigoureux et à dresser des nomenclatures précises est un signe de probité intellectuelle : l'enregistrement fidèle des traditions et des arts populaires réclame un travail austère et opiniâtre plutôt que des fulgurances théoriques.

Les chercheurs qui mobilisent une telle combinaison de capitaux occupent une position précise dans le champ. Sabina Ispas (née en 1941) se distingue parmi eux pour la raison qu'elle concentre très tôt les propriétés déterminantes. Après des études à la faculté de langue et de littérature roumaines de l'université de Bucarest, elle a obtenu en 1966 un poste à l'Institut d'ethnographie et de folklore. La participation aux recherches monographiques organisées par M. Pop était alors conditionnée à la détention d'un doctorat. La jeune chercheuse ne disposant pas encore de ce bagage académique, sa hiérarchie l'a affectée à un poste technique et l'a chargée d'indexer les données recueillies par les ethnologues qui menaient des enquêtes de terrain. Elle lui a permis de participer aux activités de l'International Society for Folk Narrative Research, d'acquérir ainsi de nouveaux savoir-faire dans le même registre et d'échanger avec quelques universitaires tchécoslovaques, yougoslaves et bulgares. En 1979, Sabina Ispas a finalement soutenu une thèse de doctorat en philologie, consacrée aux relations entre textes religieux apocryphes et contes folkloriques. Alors autorisée à développer son propre programme de recherche, elle a engagé un travail de collecte et de classement de proverbes et de chants traditionnels. Dans le même temps, l'élève de M. Pop est devenue secrétaire scientifique de la principale revue roumaine d'études folkloriques (*Revista de Etnografie si Folklor*) et a intégré la Commission du Folklore au sein de l'Académie roumaine. Après le changement de régime, elle tire parti de ses attributs et leur associe de nouveaux capitaux. En 1993, une bourse Fulbright lui permet de séjourner au Folklore Institute de l'Université d'Indiana (Bloomington, États-Unis). Cette expatriation temporaire lui sert à acquérir de nouvelles compétences techniques et à se familiariser avec l'archivage informatique des documents sonores. Elle n'est pas suivie d'échanges

scientifiques avec des chercheurs américains mais motive directement la constitution de nouvelles collections en Roumanie. Sabina Ispas publie quelques anthologies sur cette base qui lui permettent d'accéder à la direction de l'Institut d'ethnographie et de folklore en 1997 puis de siéger à l'Académie roumaine à partir de 2004. Elle intègre la Commission nationale de la Roumanie à l'Unesco et préside la Commission nationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de Roumanie. Cette dernière charge lui donne toute légitimité pour piloter la composition d'un *Répertoire* dans le même registre (Ispas, 2009), avec l'appui du ministère de la Culture. Elle lui permet également d'obtenir l'inscription de deux danses paysannes dans la liste du patrimoine culturel immatériel de l'Humanité. La chercheuse explique que ces réalisations sont le résultat d'un travail de longue haleine : elle présente le recensement méticuleux des proverbes, légendes, chants, danses et productions artisanales comme un prolongement des efforts livrés par plusieurs générations de chercheurs.

Les agents qui se livrent à des recherches *spécialisées* et qui affichent des signes d'*internationalisation* se démarquent tous de ces premières positions. Leurs dotations diffèrent cependant selon qu'elles comportent ou non des attributs formés avant 1990.

Les chercheurs les plus aguerris ont commencé à se distinguer sous le régime communiste : ils ont séjourné aux États-Unis pour se former aux méthodes quantitatives et ont ensuite été affectés dans des agences de planification où leur travail a consisté à élaborer des indicateurs à partir des données statistiques disponibles. Au-delà des compétences techniques recherchées, la fréquentation d'universités américaines leur a permis d'acquérir une pleine maîtrise de l'anglais scientifique. En raison de la fermeture des échanges académiques, ce bagage linguistique ne les a guère avantagés dans les années 1980 ; mais il s'est avéré décisif ensuite : associé à un effort de formalisation, il permet de publier dans des revues à diffusion internationale. Les articles consacrés à l'agriculture et aux agriculteurs visent à livrer des données aussi nombreuses et précises que possible. Leurs auteurs cherchent les outils qui permettent d'établir les corrélations les plus solides, sans donner une portée théorique à leurs conclusions ni considérer qu'elles sont pertinentes sur d'autres terrains et pour d'autres objets. Un capital social et un capital économique étroitement mêlés facilitent ces opérations. Les sociologues rompus au maniement des chiffres s'attirent le soutien d'organisations internationales, tout particulièrement lorsqu'ils se concentrent sur l'étude des campagnes roumaines. Ils entretiennent une relation privilégiée avec la Banque mondiale. Le sociologue M. Cernea y exerce des responsabilités depuis 1974 et y travaille à l'affirmation du Social Development Department. Ce service publie des études qui mobilisent la notion de « capital social », au sens où l'entend Robert Putnam plutôt qu'en référence aux travaux de Pierre Bourdieu : la démarche ne consiste pas à étudier le carnet d'adresses d'un agent pour mettre au jour une combinaison structurale avec d'autres capitaux ; elle invite à considérer les relations de confiance entre individus et les formes d'association qui en attestent. Après la chute du régime

communiste, M. Cernea séjourne régulièrement dans son pays natal et y encourage les chercheurs à solliciter des financements de la Banque mondiale. Des rapports remis à quelques ministères – et dûment rémunérés – apportent un complément. Forts de ces succès, certains chercheurs ouvrent un institut de sondage et cherchent à répondre de façon plus efficace encore aux attentes de leurs commanditaires. Un capital symbolique couronne l'ensemble des opérations. Il met l'accent sur une maîtrise technique acquise au prix d'un rude apprentissage et d'un renoncement à toute démarche spéculative. Dans la perspective qu'il impose, des protocoles de recherche « rigoureux » et « transparents » permettent d'obtenir des « données objectives » ; le recours aux statistiques offre une garantie de « neutralité idéologique ». Les résultats obtenus doivent aider à mieux cibler les politiques publiques : des méthodes et des outils standardisés permettent d'opérer des mesures particulières dans les campagnes roumaines et d'engager les réformes sectorielles les plus appropriées – au lieu de considérer que les résultats observés sur un autre terrain sont généralisables et que les moyens utilisés pour les obtenir sont directement transposables.

Les chercheurs qui sont en mesure de mobiliser ces capitaux exercent dans différents établissements et organismes de recherche. Dumitru Sandu (né en 1949) s'impose en chef de file : une dotation exemplaire lui permet d'occuper rapidement des postes de responsabilité. Inscrit en licence de sociologie au début des années 1970, il a mené une enquête sur la jeunesse dans les villages roumains. Un poste à l'Académie des sciences sociales et politiques lui a ensuite permis de se consacrer à la réalisation d'une thèse de doctorat – finalement soutenue à l'université de Bucarest en 1979, sous la direction d'Henri Stahl. Appuyée sur un matériau statistique, cette recherche a porté sur la « différenciation sociale dans les communautés rurales de Roumanie ». Le jeune docteur a ensuite obtenu deux bourses de l'IREX qui lui ont permis de suivre une formation poussée aux méthodes quantitatives à Los Angeles (University of California) et à Washington (George Washington University). À son retour en Roumanie, il a intégré une agence chargée de la planification immobilière. La chute du régime communiste lui permet finalement d'obtenir un poste de professeur de sociologie à l'université de Bucarest et de créer dans le même temps l'institut de sondages SOCIO-BIT, dont l'Office of Research de l'United States Information Agency finance les premiers travaux. En 1993 une bourse Fulbright lui donne la possibilité de travailler un an à la Pennsylvania State University. En 1996, le sociologue devient « expert local » pour un projet de développement régional financé par l'Union européenne. En 1997, il devient « correspondant local » de la Banque mondiale, en charge des études statistiques sur l'agriculture. La Commission européenne lui confie dans le même temps la responsabilité des enquêtes Eurobaromètre menées en Roumanie. Les données recueillies dans ces différents registres servent à la publication de travaux à visée académique. Le chercheur prétend mesurer le « développement communautaire » dans les campagnes : il construit une « variable latente continue » au moyen de 17 indicateurs (Sandu, 1999,

117). Cet outil lui permet d'envisager à son tour la rédaction d'un *Atlas sociologique* qui couvrirait l'ensemble du territoire roumain – et qui actualiserait le projet originel de D. Gusti (Sandu, 2014). D. Sandu caractérise également un « capital social rural », aligné sur la définition de Robert Putnam. La démarche consiste à recenser dans les villages des « relations non-linéaires » fondées sur « la confiance et les associations » (Sandu, 1999, 122). L'élève d'H. Stahl prétend expliquer ainsi la « diffusion de l'esprit d'entreprise » dans les campagnes : il met l'accent sur « l'activisme social des individus » et sur leur capacité à se projeter dans des collaborations horizontales, sans percevoir les agissements de leurs voisins comme des menaces. Des aménagements institutionnels peuvent selon lui se révéler décisifs s'ils favorisent la « transparence » et la diffusion d'une « information adéquate » (Sandu, 2000, 34 et 47).

Des sociologues moins âgés font valoir une spécialisation et une internationalisation plus poussées encore, en mobilisant des capitaux accumulés après la chute du régime communiste. Leur capital culturel repose sur une formation aux méthodes quantitatives, consacrée par un doctorat obtenu en Roumanie au cours des années 1990 ou 2000 et consolidée par des séjours de recherche à l'étranger. En résultent des publications régulières en anglais, le plus souvent dans des revues à diffusion internationale, mais aussi des *policy papers* sur l'agriculture roumaine, rédigés pour le compte de *think tanks*. Ces réalisations ne font pas appel à des schémas explicatifs de portée générale mais visent seulement à livrer des informations factuelles. Elles sont indissociables d'un capital social et d'un capital économique très rapidement acquis. Les jeunes chercheurs qui entendent développer des bases de données peuvent compter sur les libéralités de George Soros. Dès 1990, le milliardaire américain installe en Roumanie la Fondation pour une société ouverte (*Fundatia pentru o Societa Deschisa*). Cette organisation accorde des bourses individuelles et subventionne des associations. En 1994, elle annonce la création du Baromètre de l'Opinion publique (*Barometrul de Opinie Publica*). La démarche consiste à réaliser des sondages biannuels auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte de Roumanie. À partir de 2002, l'Eurobaromètre rural (*EuroBarometrul Rural*) bénéficie des mêmes financements. Ce nouveau programme mobilise de jeunes chercheurs roumains. Il vise à jauger les « valeurs européennes dans les villages roumains », mais aussi à mesurer « l'orientation participative » et « l'esprit entrepreneurial » des populations rurales. Les résultats obtenus prêtent au final à la rédaction d'articles ou de notes de conjoncture à l'attention des pouvoirs publics. La mobilisation d'un capital symbolique spécifique en décuple la portée. Les sociologues rompus aux méthodes quantitatives affichent des signes extérieurs d'internationalisation qui leur permettent de croiser deux registres. Ils font passer leurs soutiens internationaux pour un gage d'excellence scientifique. Ils revendiquent dans le même temps une capacité d'expertise à nulle autre pareille : le recours à des protocoles d'enquête élaborés hors des frontières nationales offre la garantie de résultats fiables et favorise l'élaboration de politiques publiques plus avisées.

Les chercheurs ainsi dotés travaillent pour la plupart à l'université Babes-Bolyai de Cluj, sous le parrainage de Traian Rotariu (né en 1943). Ce sociologue a lui-même suivi une trajectoire singulière qui lui a permis de transmettre quelques atouts significatifs à ses disciples. Après s'être consacré à des études de mathématiques et de philosophie en Roumanie, il a obtenu l'autorisation de séjourner en France de 1974 à 1977 pour préparer un doctorat sous la direction de Raymond Boudon. Consacrées à l'effet du système scolaire sur la mobilité sociale dans les États capitalistes, ses recherches ont intégré une large palette de méthodes quantitatives. Après la soutenance de sa thèse, le jeune chercheur a obtenu un poste subalterne au département de philosophie de l'université de Cluj. Désigné maître de conférences en sociologie dans ce même établissement en 1990, il accède au grade de professeur quatre ans plus tard. Il prend alors la direction de la revue *Studia Universitatis Babes-Bolyai - Sociologia* et y publie lui-même des travaux qui font une large place à la formalisation et aux outils mathématiques. En 1997, un financement de la Fondation pour une société ouverte lui permet de fonder et de diriger l'École nationale de statistique sociale (*Scoala Nationala de Statistica Sociala*). Adossée à l'université Babes-Bolyai, cette nouvelle structure organise des stages de formation aux méthodes quantitatives. Son responsable invite à y enseigner les jeunes chercheurs dont il encadre la thèse. Il leur permet en contrepartie de publier des articles en anglais dans la revue qu'il dirige et de faire ainsi leurs armes.

Formé sur ce mode, Mircea Comsa (né en 1972) parvient rapidement à occuper des positions de premier plan. Il obtient une licence de sociologie à Cluj en 1996 et s'initie aux méthodes quantitatives lors de plusieurs stages et écoles d'été. Le jeune diplômé intègre ensuite l'institut de sondage Metromedia Transilvania et réalise dans ce cadre les enquêtes qui alimentent le Baromètre de l'opinion publique, ainsi que des études et rapports de recherche rémunérés par la Fondation pour une société ouverte. Entre 1999 et 2000, l'organisation de G. Soros lui accorde une bourse pour la réalisation d'une thèse de doctorat en sociologie, sous la direction de T. Rotariu. La même source de financement lui permet d'effectuer des séjours à la London School of Economics et au Trinity College de l'université d'Oxford. En 2007, l'université Babes-Bolyai lui offre un poste de maître de conférences en sociologie – sans lui imposer de renoncer à ses activités de sondeur.

Quelques agents dotés des mêmes capitaux relaient à Bucarest les démarches engagées à Cluj. Bogdan Voicu (né en 1972) devient rapidement leur chef de file. Il obtient un diplôme de l'Académie d'études économiques en 1996. Les représentants locaux de G. Soros le sollicitent alors pour intervenir dans une formation qu'ils organisent à Bucarest, sous le titre « Statistical analysis for the social sciences ». Suite à cette expérience, le jeune économiste se réoriente vers la sociologie. Plusieurs financements de la Fondation pour une société ouverte lui permettent de se familiariser avec de nouvelles techniques d'enquête quantitative à l'université du Michigan puis à Cologne et à Mannheim. De retour en Roumanie, B. Voicu participe à une première enquête par questionnaire qui

pointe les orientations « individualistes » des petits agriculteurs (Frunza et Voicu, 1997). Il obtient immédiatement un poste d'assistant à l'Institut de recherche sur la qualité de la vie (*Institutul de Cercetare a Calitatii Vietii*), au sein de l'Académie roumaine, et progresse régulièrement dans la hiérarchie interne, jusqu'à obtenir le grade de directeur de recherche. En 2004, il soutient une thèse de sociologie à l'université de Bucarest. Son travail porte sur « l'espace social des choix dans la transition ». Il croise des données statistiques et les résultats d'enquêtes par sondage. Des rapports remis à la Fondation pour une société ouverte reproduisent ensuite le même protocole.

M. Comsa et B. Voicu participent ensemble au lancement de l'Eurobaromètre rural. Ils réalisent les premières enquêtes en 2002 et en 2003. Leurs résultats mettent l'accent sur l'« individualisme » et sur le « climat de défiance » hérités du régime communiste ; ils servent à montrer que la recherche d'une protection et de liens de dépendance « verticaux » l'emporte sur les coopérations « horizontales » (Voicu, Precupetu, Voicu et Propescu, 2005 ; Voicu, 2006 ; Voicu et Voicu, 2006).

Des chercheurs marquent leurs distances avec cette position. Forts d'une socialisation scientifique *internationale*, ils inscrivent leurs propres recherches sur les campagnes dans un propos de *portée générale*. Les capitaux qu'ils combinent donnent encore à voir quelques variations générationnelles.

Les agents formés sous le régime communiste disposent d'un capital culturel et d'un capital social étroitement mêlés. Ils ont travaillé aux côtés de M. Pop au début des années 1970. Les autorités ont alors autorisé les chercheurs à réaliser des enquêtes monographiques pluridisciplinaires, en application des principes énoncés par D. Gusti. Des anthropologues américains ont dans le même temps séjourné en Roumanie et y ont mené des recherches de terrain. Rapidement interrompue, cette expérience n'en produit pas moins des effets décisifs après 1990. Les agents qui en ont bénéficié réactivent alors les contacts établis dans le passé. Ils les complètent par des échanges avec des chercheurs francophones qui affichent un intérêt pour les campagnes roumaines – notamment à l'EHESS et à l'université libre de Bruxelles. En résultent des publications dans des revues étrangères et dans des ouvrages collectifs coordonnés par des chercheurs occidentaux. Les agents qui s'affirment sur ce mode peuvent également compter sur un solide capital économique : la mise en avant d'une reconnaissance internationale leur permet de circuler d'un établissement à l'autre et d'obtenir des promotions rapides ; elle leur sert aussi à obtenir des financements sur contrats versés par des fondations et par la Banque mondiale. La détention d'un capital symbolique garantit l'efficacité des démarches engagées sur chaque plan. Les chercheurs concernés revendiquent une hauteur de vue exceptionnelle, acquise par la fréquentation de cercles académiques diversifiés. Ils prétendent déconstruire les discours scientifiques les plus communs – tout imprégnés selon eux de mythologie nationale – et leur substituer des analyses plus assurées, informées par des échanges avec leurs homologues les plus reconnus à l'échelle internationale.

Parmi les chercheurs qui mobilisent de tels capitaux, Vintila Mihailescu (1951-2020) affiche la dotation la plus complète et la plus équilibrée – ce qui lui permet d’occuper une position « structurellement déterminante » dans le champ. Étudiant en psychologie à l’université de Bucarest au début des années 1970, il a rapidement participé à des enquêtes collectives. Une équipe de recherche spécialisée en gériatrie lui a ensuite offert un poste de chercheur en psychologie. À la faveur d’une réorganisation administrative et d’un mouvement de personnel, le jeune chercheur a intégré en 1979 le Centre de recherches anthropologiques de l’Académie roumaine (*Centrul de cercetare antropologica*). Cette unité se concentrait sur l’anthropologie physique et développait des recherches expérimentales qui impliquaient des psychologues, mais aussi des linguistes et des médecins. Ses membres étaient chargés de procéder à des relevés anthropométriques dans toute la Roumanie et de dresser ensuite les profils psychologiques de chaque population délimitée, sans prêter une attention particulière aux campagnes. Immédiatement après la chute du régime communiste, V. Mihailescu peut séjourner à Paris pendant six mois : à l’initiative d’I. Chiva, il obtient une bourse du ministère de la Culture français. Des financements plus ponctuels lui permettent ensuite de participer à des échanges universitaires avec l’EHESS et l’université libre de Bruxelles. Ces signes de reconnaissance internationale facilitent l’obtention d’un poste d’assistant à la Faculté de sociologie, de psychologie et de pédagogie de l’université de Bucarest. La nouvelle recrue se voit aussitôt confier la coordination de deux projets de développement rural, financés par la Commission européenne et la Banque mondiale. En 1993, son parcours est couronné par la soutenance d’une thèse de doctorat en psychologie ; sa recherche porte sur les relations entre bergers allogènes et agriculteurs autochtones dans une commune du sud-est de la Roumanie. V. Mihailescu fonde alors l’Observatoire social (*Observatorul Social*) et en prend la direction : officiellement rattachée à l’université de Bucarest, cette unité de recherche ne peut compter sur des crédits de fonctionnement récurrents ; elle permet néanmoins d’organiser des enquêtes collectives qui intègrent chaque année plusieurs dizaines d’étudiants. Son responsable obtient un poste de professeur à l’université de Bucarest en 1995 et peut encadrer les thèses de doctorat des jeunes chercheurs les plus investis ; il se réclame alors de l’anthropologie sociale et ouvre en 1998 un programme de licence qui porte cet intitulé. Les travaux qu’il consacre aux campagnes roumaines n’en portent pas moins l’empreinte de sa formation initiale ; ils visent à dégager des profils psychologiques et à pointer des facteurs de résistance au changement (Mihailescu, 1996).

En 2000, l’École nationale des études politiques et administratives (*Scoala Nationala de Studii Politice si Administrative*, SNSPA)⁵ recrute V. Mihailescu et lui confie une chaire de sociologie. Elle le charge de mettre en place une formation intitulée Anthro-

5 La SNSPA ouvre ses portes en 1991, pour remplacer l’Académie des sciences sociales et politique. Elle propose de nouvelles formations en sciences sociales et aménage des cursus anglophones.

pologie et développement communautaire (*Antropologie si Dezvoltare Comunitara*), explicitement alignée sur les questionnements de la Banque mondiale. Entre 2005 et 2010, le professeur occupe parallèlement le poste de directeur du Musée du paysan roumain. Il s'attache à réorienter la revue *Martor*, publiée par cette même institution et contrôlée jusqu'alors par les tenants des études folkloriques (regroupés autour de Sabina Ispas) : à son initiative, plusieurs numéros intègrent des textes appuyés sur des recherches monographiques ; ils font une large place aux contributions d'anthropologues occidentaux et de jeunes chercheurs. Régulièrement invité à séjourner dans des universités européennes, V. Mihailescu se pique de réflexivité et prétend jeter un regard critique sur les recherches menées en Roumanie. Il participe dans le même temps à quelques expertises internationales. En 2000, les coordinateurs du projet « Social Consequences of Economic Transformation in East-Central Europe » lui confient par exemple une étude. Installés à Vienne, au sein de l'Institute for Human Sciences, ils peuvent compter sur les financements du service de coopération du gouvernement autrichien et de la fondation Ford. Leur objectif est d'évaluer les succès et les échecs des programmes de développement rural mis en œuvre à partir de 1990 et de formuler quelques recommandations en conséquence. Pour respecter ce cahier des charges, le chercheur sélectionne quatre villages plus ou moins éloignés des centres urbains ; il y administre un questionnaire et y réalise des entretiens – aussi bien avec des administrés qu'avec les responsables locaux d'organisations non gouvernementales ; des observations participantes dans une quarantaine de familles complètent le protocole. Le rapport final met la « résistance au développement » et la difficulté à adopter un « comportement entrepreneurial » sur le compte d'une « incapacité à s'ouvrir à l'extérieur » (Mihailescu, 2000, 9-13).

Des agents formés après la chute du régime communiste donnent une orientation plus générale encore à leurs travaux et bénéficient d'une internationalisation plus récente. Leur capital culturel est pour partie hérité de parents qui ont exercé des responsabilités sous le régime communiste, parfois même dans un institut de recherche ou une université. Il leur permet de suivre une partie de leurs études à l'étranger, d'y soutenir une thèse de doctorat ou d'y effectuer des séjours postdoctoraux. Des savoir-faire accumulés dans des contextes différenciés complètent cette dotation. Les jeunes chercheurs participent dans un premier temps aux enquêtes collectives que V. Mihailescu organise dans le cadre de l'Observatoire social. Ils collaborent ensuite avec des anthropologues étrangers qui mènent des recherches en Roumanie et parachèvent leur socialisation scientifique dans des établissements occidentaux – soit aux États-Unis, aux côtés d'anthropologues américains qui ont travaillé sur les campagnes roumaines dans les années 1970, soit à l'Institut Max Planck de Halle (localisé en Allemagne mais doté d'un effectif plurinational et entièrement anglophone). Les agents formés sur ce mode vont parfois jusqu'à soutenir une thèse en anglais, mais ils peinent ensuite à obtenir un poste à l'étranger et se résolvent à rentrer en Roumanie. Ils continuent alors

d'écrire et de publier en anglais, le plus souvent dans des revues à diffusion internationale. Les campagnes ne constituent pour eux qu'un terrain d'études parmi d'autres, pertinent dans la seule mesure où il met à l'épreuve des schémas explicatifs généraux et des références occidentales. Les chercheurs sont d'autant plus prompts à revendiquer un haut niveau d'exigence théorique qu'ils disposent d'un solide capital social. Ils intègrent des réseaux disciplinaires internationaux et peuvent se prévaloir de quelques appuis dans des universités étrangères prestigieuses. Leur capital économique repose sur une capacité à s'insérer dans des projets scientifiques internationaux financés par des fondations américaines. Un capital symbolique consolide chacun de ces attributs : il consiste à mettre en avant une fine connaissance des pratiques développées dans d'autres espaces académiques et une capacité à aligner les sciences sociales roumaines sur les standards internationaux⁶.

Liviu Chelcea (né en 1974) affiche une telle dotation. Fils d'un ancien enseignant de l'Académie des sciences sociales et politiques, il a lui-même suivi des études à l'université de Bucarest, prolongées en 1998 par un Master à la Central European University de Budapest. Une recherche consacrée aux politiques de logement urbain en Roumanie depuis 1945 lui a permis de soutenir en 2004 une thèse de doctorat en anthropologie culturelle à l'université du Michigan. Le jeune chercheur a alors obtenu une charge de *teaching assistant* dans le même établissement. Recruté par le département de sociologie de l'université de Bucarest en 2005, il en prend la responsabilité en 2008 – ce qui ne l'empêche pas d'enseigner dans le même temps à la SNSPA et à l'université de Cluj. Les recherches auxquelles il se consacre depuis son retour en Roumanie portent sur les échanges personnalisés et la construction des identités. Pour parties engagées sur des terrains ruraux, elles débouchent sur la publication d'ouvrages en roumain (Chelcea et Latea 2000 ; Chelcea et Mateescu 2004), mais aussi sur des contributions à des ouvrages collectifs en anglais (Latea et Chelcea 2003) et sur des articles dans des revues nord-américaines (voir, par exemple, Chelcea 2002). La démarche adoptée dans chacun des cas consiste à restituer des « narrations identitaires » et à y déceler des « réseaux fluides de signification ». Dans l'optique retenue, les villageois « recontextualisent en permanence » les règles que leur imposent les pouvoirs publics afin de « les rendre utilisables dans leur vie quotidienne » (Chelcea et Latea 2000, 243).

Les positions relevées reposent chacune sur une combinaison spécifique de capitaux. Un jeu complet d'oppositions structurales s'en dégage. Il s'accompagne

⁶ Par contraste avec les observations tirées d'autres terrains (Boncourt, 2016), la revendication d'une légitimité scientifique internationale ne passe pas par une adhésion à des associations formées au-delà des frontières nationales. Les chercheurs roumains n'investissent guère l'*International rural sociology association* (malgré le fait que le congrès de cette dernière se soit tenu à Bucarest en 1996, à l'initiative de Mihai Cernea), ni l'*European Society for Rural Sociology*. Quelques sociologues roumains proches de Dumitru Sandu participent aux Congrès mondiaux de l'*International Sociological Association* – lorsqu'ils se déroulent en Europe et n'imposent pas des frais exorbitants. Aucun ne contribue dans ce cadre aux activités du *Research Committee on Sociology of Agriculture and Food* (RC 40). Par principe, les agents qui adoptent une orientation généraliste ne s'engagent pas dans des sociétés savantes très spécialisées.

d'intenses luttes de classement. L'enjeu est d'établir une hiérarchie interne. Un travail de délimitation symbolique permet de regrouper des agents établis dans une ou plusieurs parties du champ et de disqualifier les autres. Chacun apprécie alors les critères d'internationalisation sur le mode qui l'avantage.

Des luttes réglées. Une appréciation variable des critères d'internationalisation

Certains agents affichent très tôt des propriétés significatives. D'autres s'affirment plus tardivement. En toute logique, le schéma général des prises de position s'impose lui-même au terme d'un processus cumulatif. Trois lignes de front en arrivent progressivement à s'entrecroiser.

*
**

Un premier combat met aux prises les tenants des études folkloriques – qui mènent des recherches spécialisées de portée nationale, sous l'autorité de S. Ispas – et les promoteurs d'une anthropologie critique – qui, derrière V. Mihailescu, associent des recherches de portée générale à une socialisation internationale ancienne. Les uns et les autres peuvent mobiliser des capitaux immédiatement après chute du régime communiste. Fondée en 1990, la Société d'anthropologie culturelle de Roumanie (*Societatea de Antropologie Culturala din România, SACR*) contient l'expression des différends pendant quelques années. M. Pop en est le premier président. Il organise à partir de 1992 un congrès annuel qui accorde une tribune à chacun, en évitant toute confrontation directe : des tables rondes séparées invitent à discuter des méthodes qui permettent de collecter et de classer les arts et traditions populaires d'une part et à présenter sous un angle réflexif les résultats de quelques enquêtes de terrain d'autre part. Les agents qui défendent la seconde orientation parviennent rapidement à nouer des contacts avec des chercheurs occidentaux et à brandir quelques signes d'internationalisation. Fort de cette légitimité, V. Mihailescu préside la SACR entre 1994 et 2000. Les congrès annuels deviennent alors thématiques et imposent une programmation plus cohérente. Placés sur la défensive, les chercheurs qui se présentaient jusqu'alors comme des folkloristes commencent à se réclamer d'une « ethnologie nationale », en expliquant qu'elle ouvre à une forme « domestique » d'anthropologie, aussi respectable que les travaux consacrés à des sociétés lointaines (Geana, 1999). Ces efforts permettent encore de maintenir une façade unitaire. Ils trouvent quelques prolongements au début des années 2000, lorsque le même V. Mihailescu accède à la direction du musée du Paysan : la revue *Martor* ouvre alors ses colonnes à des travaux d'anthropologie critique, mais les chercheurs qui privilégient une logique d'inventaire peuvent encore exposer des collections d'objet

folkloriques. Quelques évolutions interviennent dans le même temps qui annoncent une rupture : à l'image de L. Chelcea, des agents formés à l'étranger après la chute du régime communiste accèdent à des postes académiques ; ils commencent à faire valoir une internationalisation poussée et des travaux plus généralistes encore que ceux de leurs aînés. Plusieurs d'entre eux prétendent reprendre en main la SACR, au motif que des anthropologues roumains toujours plus nombreux obtiennent des diplômes dans des établissements anglophones et se frottent à une pratique « moderne » de la recherche. Pour être utile, une société savante doit selon eux offrir une plateforme nationale qui donne une visibilité aux travaux réalisés en Roumanie et qui facilite les échanges avec des collègues occidentaux. À partir de 2003, les jeunes chercheurs qui portent ces revendications passent à l'offensive et prennent le contrôle des tables rondes organisées à chaque congrès. Ils rendent alors hommage à leurs aînés et saluent leurs démarches pionnières, mais ajoutent que le temps est venu d'engager une nouvelle dynamique de professionnalisation. Il convient selon eux tourner résolument le dos à la démarche patrimoniale, qui éloigne la recherche roumaine des problématiques travaillées à l'échelle internationale. Mis sur la touche, les agents spécialisés qui valorisent des attributs principalement nationaux (autour de S. Ispas), se dotent en 2004 de leur propre structure : l'Association des sciences ethnologiques de Roumanie (*Asociația de Științe Etnologice din România*, ASER) se présente comme un instrument de défense et de promotion des études folkloriques ; adossée à la Chaire d'ethnologie et de folklore, au sein de la faculté de lettres de l'université de Bucarest, elle publie la revue *Cercetări Etnologice Românești Contemporane* (Recherches ethnologiques roumaines contemporaines). Ses animateurs reviennent à un discours de légitimation qui met l'accent sur la précision factuelle et la rigueur des méthodes de classement – opposées aux emportements idéologiques des auteurs qui se piquent de théorie.

Débordés par les nouveaux entrants et déstabilisés par la sécession des folkloristes avec lesquels ils se sont jusqu'alors montrés conciliants, les agents qui se rangent derrière V. Mihailescu et qui associent une internationalisation ancienne à un profil généraliste sont contraints de réviser leurs discours. Pour s'allier aux jeunes chercheurs qui – à l'image de Liviu Chelcea – font valoir une conformité aux standards internationaux les plus récents et inscrivent leur propos dans un registre plus large encore, ils s'efforcent de durcir la frontière qui les sépare de S. Ispas et de tous les folkloristes, dont les recherches spécialisées conservent un horizon national. Il ne suffit plus selon eux de dénoncer une démarche poussièreuse. La discussion doit porter sur la légitimité même de l'attachement à recenser les objets artisanaux : les prétentions à la neutralité idéologique dont se bardent les gardiens des collections nationales dissimulent une entreprise éminemment politique ; en ergotant sur les méthodes de classement, les chercheurs travaillent en toute discrétion à imposer et à reproduire une représentation de la « ruralité éternelle ». Il convient de transposer à ce terrain les enseignements de l'anthropologie postcoloniale et de jeter un regard réflexif sur la tradition scientifique

nationale. V. Mihailescu accuse ainsi l'ethnologie roumaine de s'abandonner à un « orientalisme domestique », en forgeant une figure mythifiée du Paysan et en faisant le socle d'une « idéologie autochtoniste » (Mihailescu, 2008, 217 et 223). Pour conforter leur démarche, les chercheurs en arrivent selon lui à enrôler les villageois : ils les encouragent à s'aligner sur les pratiques qu'ils ont eux-mêmes définies comme exemplaires et à produire les objets artisanaux attendus. Le « marketing des traditions » contribue à la fabrication d'un « néopaysan » et à l'entretien d'une authenticité factice (*ibid.*, 228-229). Pour échapper à ces travers, les ethnographes doivent renoncer à la préservation de la ruralité. Il leur faut en d'autres termes prononcer la « mort du Paysan », de la même façon que le « tournant réflexif » imposé par la recherche postcoloniale a signifié la « mort du Primitif ». L'anthropologie roumaine ne peut prétendre à une respectabilité scientifique qu'à la condition de rompre avec les études folkloriques et d'adopter une orientation « post-paysanne ». Elle se doit d'analyser des processus d'hybridation culturelle, à rebours d'une ethnologie nationale concentrée sur des unités villageoises immuables. Le temps est venu pour les chercheurs d'observer la « vie quotidienne » au lieu de se concentrer sur des traditions et des rituels. Ceux qui souhaitent se consacrer encore à l'étude des campagnes doivent renoncer à mettre au jour des formes d'expression atemporelles pour s'intéresser plutôt aux transformations imposées de l'extérieur et aux résistances qu'elles suscitent (*ibid.*, 225-226, 228 et 231). Le réquisitoire dressé contre les études folkloriques et l'appel à un tournant critique se doublent d'une prétention à normaliser les travaux sur les campagnes roumaines et à les aligner sur les évolutions de la recherche internationale. Mais ils n'empêchent pas de reconduire au final un raisonnement en termes de « modernité » et de « tradition ».

Les jeunes chercheurs qui font valoir leurs diplômes étrangers se détournent vite des polémiques qu'entretiennent leurs aînés : ils estiment avoir réglé le sort des études folkloriques dès l'instant qu'ils ont pris le contrôle de la SACR. En 2010, l'accession de L. Chelcea à la présidence de cette organisation consacre une relève générationnelle et amène ses condisciples à se concentrer sur une autre ligne de front.

*
**

De fait, un deuxième affrontement significatif met aux prises des agents qui ont accumulé des capitaux après la chute du régime communiste : les chercheurs anglophones qui, à l'instar du même L. Chelcea, entendent promouvoir les enquêtes de terrain et en tirer des enseignements généraux mènent la charge contre ceux qui, tels M. Comsa et B. Voicu, ont intégré des réseaux de recherche internationaux en se formant aux méthodes quantitatives et préconisent le développement de recherches spécialisées, appuyées sur des bases de données. Les sociologues qui collaborent avec la Fondation pour une société ouverte et avec la Banque mondiale sont tout d'abord la

cible de critiques qui soulignent leur soumission à une « demande politique » et leur propension à analyser les évolutions des campagnes roumaines à travers un prisme « institutionnel » (Chelcea, 2009). Selon cette lecture, les études appuyées sur des sondages d'opinion participent d'une « recherche mercantile » (*market research*). Les formats d'écriture et les normes retenues pour la présentation des résultats (études de fréquences, tabulations, graphiques, etc.) témoignent d'un attachement à calquer les pratiques des grandes entreprises. Ils entretiennent le fantasme d'une « sociologie neutre » (*value-free sociology*), capable d'exposer fidèlement la réalité au client et de fournir des outils d'aide à la décision. L'attention se concentre sur la fiabilité et la répliquabilité des mesures. La maîtrise des instruments devient un gage d'objectivité. Les « stratégies analytiques » déployées sont lourdes de présupposés idéologiques dans les faits. Elles offrent une caution scientifique aux concepts forgés par les commanditaires et traduisent en indices statistiques des questionnements normatifs. Le chercheur s'interdit ainsi d'arrimer ses recherches empiriques à une théorie maîtrisée – construite en s'appuyant sur la littérature scientifique internationale (Petrovici, 2010, 231-232). Les agents pointés du doigt répliquent aussitôt. Ils se positionnent dans le registre même que valorisent leurs contempteurs et prétendent les y surpasser. Les méthodes quantitatives permettent selon eux de mener des « recherches de terrain » rigoureuses. Le sociologue qui en a acquis la maîtrise peut se concentrer sur une « communauté rurale » de petite dimension et produire ses propres données, sans être bloqué par l'absence ou l'insuffisance des statistiques officielles. Le principal danger est de produire « un ensemble non homogène d'informations ». La bonne démarche consiste à construire un échantillon représentatif. Pour éviter les « erreurs de sélection » et parvenir à une parfaite « transparence », une « standardisation du mode de collecte des données » est nécessaire. Il convient de recourir aux techniques qui ont fait leurs preuves à l'échelle internationale et de mobiliser ensuite des « enquêteurs de terrain » très bien formés, rémunérés à hauteur de leur qualification. Un chercheur qui ne connaît pas le terrain et qui n'est pas familier de l'objet étudié apporte « un surcroît d'efficacité dans l'identification des traits communs et des éléments spécifiques ». Les arguments qui servent à justifier la démarche ethnographique sont donc réversibles. Les chercheurs qui refusent de recourir aux méthodes quantitatives affichent de grands principes pour dissimuler leur incompétence et leur manque de rigueur méthodologique. Parce qu'ils « n'aiment pas les chiffres », ils se limitent le plus souvent à une « description de villages ». Ceux d'entre eux qui tentent de formuler des propositions plus consistantes s'affranchissent de toute exigence de « validation empirique » et ne se soucient jamais de « tester les relations entre les phénomènes ». Leur démarche est un vestige « du début du xx^e siècle » et n'est « plus utile aujourd'hui ». Elle trouve encore de nombreux adeptes en Roumanie en raison de l'empreinte fâcheuse laissée par l'École sociologique de Bucarest. Mais il faut voir là un facteur d'attardement et la marque d'une difficulté à aligner la recherche nationale sur les agendas internationaux.

Les initiatives de G. Soros permettent d'« échanger avec des professeurs américains » et de développer une sociologie « davantage connectée à la science contemporaine ». Le Baromètre de l'opinion publique offre notamment « un standard de qualité » et peut constituer la pierre de touche d'une nouvelle « école ». Les chercheurs qui participent à cette entreprise ont compris que la science consiste à utiliser des données quantitatives fiables – produites par d'autres ou par eux-mêmes – et à établir des corrélations. Ils ont pour mission de convaincre les pouvoirs publics que les « bases de données sont la principale infrastructure de recherche en sciences sociales » (Voicu, Arpinte *et al.*, 2010, 119- 135). Les autorités doivent orienter massivement les crédits de recherche dans ce sens, en rupture avec la logique de saupoudrage qui encourage la poursuite de recherches ethnographiques inutiles. Cette restructuration permettrait de cumuler les avantages : elle favoriserait les échanges avec des collègues étrangers et inciterait certains à travailler sur la Roumanie – autrement dit à produire des résultats utiles aux autorités roumaines sans que le gouvernement ait lui-même à les financer (*euroPunkt*, 11 juillet 2016). Pour s'y préparer, il est impératif de recourir à des démarches utilisées dans le monde entier. Les recherches consacrées aux « communautés rurales » doivent porter l'éclairage sur le « capital social », au sens défini par Robert Putnam : il s'agit d'évaluer la confiance entre les individus et de mesurer le développement des pratiques associatives à l'échelle locale. En multipliant sur ce mode les « études communautaires crédibles », les chercheurs peuvent procéder à des comparaisons rigoureuses. Les comportements rétractiles qu'ils mesurent sont autant de résistances à la « modernisation » ; il faut y voir un héritage de la période communiste, plus ou moins durable d'un espace à l'autre (Voicu, Arpinte *et al.*, 2010, 138-139, 142). L'argumentaire vise bien à imposer une nouvelle définition de la recherche « de terrain » et à démonétiser celle que mobilisent les chercheurs qui se rangent derrière L. Chelcea. Il pose par ailleurs de nouveaux critères d'internationalisation, de façon à invalider les critiques reçues sur ce plan. Les agents qui – autour de D. Sandu – mènent des recherches spécialisées en tirant parti d'une internationalisation plus ancienne ne peuvent suivre la contre-offensive ni s'engager de quelque façon dans la bataille. Formés aux méthodes quantitatives sous le régime communiste, ils ne pratiquent guère les « études communautaires » localisées. Leurs travaux reposent plutôt sur des données disponibles ou sur des sondages à distance, réalisés par téléphone. Ils les positionnent sur une ligne de front tracée en réaction aux deux précédentes.

*
**

Des agents placés dans différentes parties du champ s'attachent en effet à délimiter un troisième terrain d'affrontement. Ils se rangent sous la bannière d'une science « utile », soucieuse des difficultés que rencontrent les populations rurales de

Roumanie. Leurs adversaires désignés sont les chercheurs qui aspirent avant tout à une reconnaissance internationale. Les membres de l'Institut de sociologie mènent l'assaut : regroupés autour d'I. Badescu, ils trouvent là les moyens d'échapper à leur isolement. Dominés dans le premier combat, S. Ispas et les folkloristes qui la suivent leur apportent un renfort. Ils entraînent dans leur sillage D. Sandu et tous les sociologues quantitativistes recrutés avant 1990, étrangers aux manœuvres qu'engagent leurs jeunes collègues sur la deuxième ligne de front.

L'Université paysanne D. Gusti (*Universitatea Taraneasca Dimitrie Gusti*) offre un point de ralliement. Fondée à l'initiative d'I. Badescu, cette nouvelle structure obtient l'appui de l'Autorité nationale de la recherche scientifique (dans le cadre du programme *Recherche d'excellence*). Elle organise des colloques et des conférences qui rassemblent des agents déjà installés dans le champ. L'objectif affiché est de « former les élites rurales et les acteurs associatifs locaux » – de les aider en d'autres termes à acquérir les compétences nécessaires au dépôt de projets de développement rural – mais aussi de les encourager à « valoriser leur patrimoine » et à « promouvoir la civilisation rurale ». Tous les intervenants s'engagent à étudier les « domaines fondamentaux de la vie paysanne définis par D. Gusti » et à tenir compte de leur « complémentarité éternelle », constitutive de « l'esprit roumain ». Chacun doit contribuer à une « analyse multi-axiale de l'espace rural roumain actuel ». La « sociologie paysanne » ainsi conçue a vocation à entretenir la « culture identitaire nationale » (*Cronica romana*, 14 mai 2008). Les chercheurs impliqués ont pour mission de contribuer au renforcement des « mécanismes associatifs » et de revitaliser les « communautés villageoises ». Leurs travaux doivent servir à l'édification des agriculteurs et faire pièce aux « élites dévoyées par l'étranger » (*elitele înstrăinate*). Les nouveaux « leaders » se les approprient inévitablement. Ils seront en mesure de gérer le « patrimoine matériel et spirituel des villages », d'organiser les énergies locales et d'opposer une résistance à « l'extrémisme supranationaliste ». Sous leur impulsion, tous les villageois feront valoir leur « droit à définir leur style de vie » et travailleront ensemble à l'« autonomie de l'agrosystème communautaire » (*Curierul national*, 25 août 2008).

L'Université paysanne ouvre officiellement en septembre 2008. Des folkloristes participent au colloque inaugural. S. Ispas livre une réflexion sur le « patrimoine immatériel des villages ». Elle met ensuite en avant la nécessité de recourir à des méthodes de classement rigoureuses, mais ajoute que les populations rurales peuvent en tirer elles-mêmes quelques bénéfices : les collections constituées doivent favoriser une prise de conscience collective ; elles invitent le « peuple roumain » à retremper son caractère et à retrouver l'équilibre que les traditions paysannes ont longtemps permis d'entretenir. La chercheuse marque toujours une différence entre cette entreprise de salubrité nationale et des recherches guidées par des considérations théoriques générales : à ses yeux, les prétentions à mobiliser des énoncés de portée universelle sont lourdes de présupposés « idéologiques » (Ispas, 2009). Forts de ce soutien, les

animateurs de l'Université paysanne cherchent à élargir encore leur audience. Leurs efforts se concentrent sur les sociologues formés aux méthodes quantitatives sous le régime communiste. Selon I. Badescu, il existe deux « formules de sociologies sensibles aux problèmes fondamentaux de la Roumanie » : certains chercheurs s'attachent à recueillir des données brutes sur la psychologie des populations rurales ; l'Institut de sociologie inscrit leurs résultats dans un programme de recherche plus intégré, en application des principes énoncés par D. Gusti. Les sondages d'opinion complètent ainsi les « sondages pneumatologiques » : la méthode utilisée importe moins au final que la capacité du chercheur à poser les bonnes questions, en considérant les spécificités roumaines et en se détournant des grilles de lecture imposées par des « organismes étrangers ». Les sociologues courtisés sur ce mode acceptent de collaborer avec les animateurs de l'Université paysanne et de s'engager avec eux dans de nouvelles entreprises éditoriales (voir par exemple Badescu *et al.*, 2011). Cette alliance de circonstance leur permet de se réaffirmer face aux jeunes chercheurs qui mettent en avant leur attachement aux « recherches de terrain » : un partage du territoire est envisageable avec des agents qui se contentent de livrer des propos généraux sur le sort de la paysannerie ou sur l'avenir du « peuple roumain » et qui ne démonétisent pas leur propre savoir-faire en prétendant mener des recherches quantitatives innovantes.

L'association d'agents qui occupent des positions très différentes dans le champ exige de mettre au premier plan un argument simple – qui fonctionne à la façon d'un dénominateur commun : tous les chercheurs prétendent observer des manifestations d'anomie dans les campagnes roumaines ; ils y voient le résultat d'un choc entre une « tradition » autochtone portée par de multiples générations de villageois et une « modernité » imposée de l'extérieur.

Au final, le champ de la sociologie rurale ne permet pas d'observer une polarisation simple des chercheurs. Trois luttes de classements s'entremêlent bien plutôt. Pour disqualifier les défenseurs des études folkloriques (profil spécialisé/national), les anthropologues critiques (profil généraliste/international, première génération) dénoncent leur propension à fabriquer et à entretenir eux-mêmes les « traditions » paysannes qu'ils prétendent étudier ; la diatribe n'empêche pas de considérer que les populations rurales opposent une résistance à la « modernisation ». Les jeunes anthropologues qui ont étudié à l'étranger (profil généraliste/international, seconde génération) stigmatisent les recherches quantitatives menées par des sociologues qui ont eux-mêmes bénéficié d'une socialisation scientifique internationale après la chute du régime communiste (profil spécialisé/international, seconde génération). Ils opposent la solidité épistémologique des enquêtes de terrain à la fragilité des enquêtes par sondage, toutes biaisées selon eux par les orientations politiques des commanditaires. Les chercheurs cloués au pilori répliquent en soulignant leur capacité à mener des études localisées, concentrées sur un village. Ils mobilisent alors la notion de capital social et cherchent à caractériser des résistances psychologiques à la « modernisation ». Les agents qui

prétendent étudier les campagnes roumaines au moyen d'une théorie spécifique (profil généraliste/national) tirent parti des affrontements précédents et s'attachent à fédérer autour d'une même cause des collègues qui émargent à différentes parties du champ : au nom d'une science utile à la nation et dans le but affiché d'œuvrer à la reviviscence du « peuple roumain », ils mobilisent des folkloristes marginalisés (profil spécialisé/national) et des sondeurs formés avant 1990 (profil spécialisé/international, première génération) dans l'objectif d'étudier les troubles provoqués par l'effacement de valeurs ancestrales. L'organisation des luttes permet bien de dégager une question commune, propre au champ : les chercheurs envisagent tous l'agriculture parcellaire comme un support de « traditions » et s'interrogent sur les résistances qu'elle oppose à la « modernisation » des campagnes. Les propositions qu'ils formulent sur ce terrain prêtent à des jeux croisés de légitimation et de délégitimation : chacun s'efforce de mettre en valeur sa propre dotation en capitaux et en arrive à définir sur ce mode un juste rapport à l'internationalisation. Des antagonismes profonds en résultent aussi bien que des partenariats défensifs.

*
**

L'éclairage porté sur les développements de la sociologie rurale en Roumanie confirme que l'internationalisation de la recherche ne procède pas d'un mouvement mécanique et unilatéral. Rien n'autorise à caractériser un capital international indifférencié que des chercheurs mobiliseraient d'un même élan et contre lequel d'autres se dresseraient. Les curricula, les formes de collaboration développées et les supports de publication privilégiés permettent bien de marquer des différences. Mais ils dessinent une palette plus large qu'il n'y paraît de prime abord. Certains agents font valoir des propriétés sociales héritées de la période communiste, les transforment en signes extérieurs d'internationalisation et les combinent avec des capitaux qu'ils tirent du nouveau contexte. D'autres se prévalent d'une dotation postérieure à l'effondrement du bloc soviétique et prétendent à une reconnaissance au-delà des frontières nationales. Les uns et les autres s'affrontent. Ils se démarquent dans le même temps de collègues qui n'ont pas bénéficié d'échanges scientifiques équivalents avant ou après 1990 ou qui ne parviennent pas à en tirer des attributs distinctifs et qui se piquent en conséquence de développer une science autochtone, ajustée aux réalités locales. Dans chacun des cas, des divergences se font jour sur un second axe, entre les sociologues qui étudient les populations rurales pour formuler des arguments de portée générale et ceux qui revendiquent une plus forte spécialisation. Les capitaux mobilisables expliquent là encore les écarts observés. Les positions et les prises de position des agents qui prétendent tenir un discours scientifique autorisé sur les campagnes forment progressivement un ensemble cohérent et permettent de conclure à un effet de champ. Les

compagnonnages académiques et les dénonciations croisées qui en résultent forment un ensemble complexe et peuvent dérouter un observateur non averti. Ils reposent pourtant sur un système de relations logiques et prêtent à ce titre à des comparaisons structurales.

Bibliographie

- Alphandéry, P.** et **Billaud, J.-P.**, 2009, « Retour sur la sociologie rurale », *Études rurales*, 183, p. 9-22.
- Alphandéry, P.** et **Sencébé, Y.**, 2009, « L'émergence de la sociologie rurale en France (1945-1967) », *Études rurales*, 183, p. 23-40.
- Badescu, I.**, 1984, *Sincronism european si cultura critica româneasca: contributii de sociologie istorica privind cultura moderna româneasca*, Bucarest, Editura Stiintifica si Enciclopedica.
- Badescu, I.**, 1997, *Teoria latentelor colective: contributii la studiul popoarelor*, Bucarest, Editura Isogep-Euxin.
- Badescu, I.**, 2005, « Scoala Gusti: perenitatea unei paradigm », *Sociologie Romaneasca*, 3/2, p. 5-10.
- Badescu, I.**, 2007, *Sociologie noologica. Ordinea spirituala a societatii*, Bucarest, Editura Mica Valahie.
- Badescu, I.**, 2009a, « Economie rurala si involutie comunitara », dans Badescu, I., Cucu-Oancea, O. et Sisestean, G., *Tratat de sociologie rurala*, Bucarest, Editura Mica Valahie, p. 476-484.
- Badescu, I.**, 2009b, « Teoria spatiului dens în sociologie si antropologia istorica », *Revista Româna de Sociologie*, 20/1-2, p. 61-81.
- Badescu, I.**, 2010, *Mihai Eminescu, Realismul Oriental*, Iasi, Editura Tipo Moldova.
- Badescu, I.**, 2011, *Sociologie rurala*, Bucarest, Editura Mica Valahie.
- Badescu, I.**, 2014a (30 april), « Conducatorii disonanti decapitalizeaza popoarele. Capitalismul comprador si "elitele" sale în "periferie" », *Sociologia Azi*.
- Badescu, I.**, 2014b (8 octombrie), « Metodologia cercetarii calitative », *Sociologia Azi*.
- Badescu, I. et al.** (éd.), 2011, *Enciclopedia sociologiei universale*, vol. 1, Bucarest, Editura Mica Valahie.
- Badescu, I. et al.**, 2014, *Problemele sociale si ruralul românesc Saracie, subdezvoltare, declin demografic, migratie, destarare, de-ruralizare bistadiala*, Bucarest, Institut de sociologie - Rapoarte de cercetare.
- Badescu, I., Buruiana, C. et Serban, A.**, 2006, « Puterea economica si spirituala a gospodariei rurale în România, la sfârșit de mileniu », *Revista Româna de Sociologie*, 27/3-4, p. 187-198.
- Badescu, I. et Cristea, D.**, 2003, *Elemente pentru un dictionar de sociologie rurala: Concepte-Teme-Teorii*, Bucarest, Editura Mica Valahie.
- Basaran, T. et Olsson, C.**, 2018, « Becoming International: On Symbolic Capital, Conversion and Privilege », *Millennium*, 46/2, p. 96-118.
- Boncourt, T.**, 2016, « La science internationale comme ressource. Genèse et développement comparés des associations européennes de sciences sociales », *Revue française de sociologie*, 57/3, p. 529-561.
- Bosomitu, S.**, 2011, « Notes and Remarks on the (Re) Institutionalization of Sociology in Communist Romania in the 1960s », *History of Communism in Europe*, 2, p. 169-196.
- Bourdieu, P.**, 1976, « Le champ scientifique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2, p. 88-104.
- Bourdieu, P.**, 1982, *Leçon sur la leçon*, Paris, Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P.**, 1984, *Homo academicus*, Paris, Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P.**, 2013, « Séminaires sur le concept de champ, 1972-1975 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 200, p. 4-37.
- Bourdieu, P.**, 2016, *Sociologie générale*, vol. 2, Paris, Raisons d'agir/Seuil.
- Cernea, M.**, 1974, *Sociologia Cooperativei Agricole*, Bucarest, Editura Academiei.
- Cernea, M. et al.**, 1970, *Doua sate. Structuri sociale si progres tehnic*, Bucarest, Editura politica.

- Chelcea**, L., 2002, « The Culture of Shortage during Socialism: Goods, Strategies and Consumption Practices in a Romanian Village », *Cultural Studies*, 16/1, p. 16-43.
- Chelcea**, L., 2009, « A face familiarul exotic și exotical familiar: o harta a cercetării antropologice din România », *Sociologie Românească*, 3, p. 13-19.
- Chelcea**, L. et **Latea**, P., 2000, *România profundă în comunism. Dileme identitare, istorie locală și economie secundară în Sântana*, Bucarest, Nemira.
- Chelcea**, L. et **Mateescu**, O. (éd.), 2004, *Economia informală în România. Piete, practici sociale și transformări ale statului după 1989*, Bucarest, Paideia.
- Chirot**, D., 1972, « Beyond Our Shores: Sociology in Romania », *Social Forces*, 51/1, p. 99-102.
- Chirot**, D., 1976, *Social Change in a Peripheral Society: The Creation of a Balkan Colony*, Londres, Academic Press.
- Cîrstocea**, I., 2007, « Splendeurs et misères d'un projet intellectuel : l'école monographique de Bucarest », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 16, p. 33-56.
- Cole**, J., 1975, « Fieldwork in Romania: Introduction », *Dialectical Anthropology*, 1/4, p. 239-249.
- Constantinescu**, M. et **Stahl**, H., (éd.), 1970, *Procesul de urbanizare în RS România. Zona Slatina-Olt*, Bucarest, Editura Academiei.
- Cosmina**, P., 2013, « Uncovering Romania by Geography: How Geography Cultivated Lands and Romanians », *Central European Journal of International & Security Studies*, 7/2, p. 6-20.
- Costea**, S., 1994, « Continuity and discontinuity in Romanian Sociology », dans Keen, M. F. et Mucha, J. (éd.), *Eastern Europe in Transformation: The Impact on Sociology*, Westport, Greenwood Press, p. 69-78.
- Debroux**, J., 2004, « Une association pour "organiser" les études rurales. L'Association des Ruralistes Français », *L'Homme et la société*, 154/4, p. 199-222.
- Debroux**, J., 2009, *Les « ruralistes » et les études rurales*, Paris, L'Harmattan.
- Dubois**, M., **Gingras**, Y. et **Rosental**, C., 2016, « Pratiques et rhétoriques de l'internationalisation des sciences », *Revue française de sociologie*, 57/3, p. 407-415.
- Dumitrescu**, D., 2010, « Paving Romania's way towards the European Research Area », dans Kovács, I. P. et Kutsar, D. (éd.), *Internationalisation of Social Sciences in Central and Eastern Europe. The "Catching Up". A Myth or a Strategy?*, Londres, Routledge, p. 154-182.
- Frunza**, M. et **Voicu**, B., 1997, « Statul și taranul român. Un studiu de caz », *Revista de Cercetări Sociale*, 3, p. 118-130.
- Geana**, G., 1999, « Enlarging the Classical Paradigm: Romanian Experience in Doing Anthropology at Home », *Anthropological Journal on European Cultures*, 8/1, p. 61-78.
- Gheorghiu**, M. D., 2002, « The Romanian Sociology and its Boundaries », *Knowledge Base Social Sciences Eastern Europe*, vol. 1, Collegium Budapest, p. 23-25.
- Gingras**, Y., 2002, « Les formes spécifiques de l'internationalité du champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 141-142, p. 31-45.
- Gaita**, D. M., 2011, « Henri H. Stahl et la monographie gustienne », *Les Études sociales*, 153-154, p. 143-179.
- Gusti**, D., 1935, *Sociologia militans: introducere în sociologia politică*, Bucarest, Fundația pentru Literatură și Artă.
- Gusti**, D., 1937, « Stiința nătinunii », *Sociologia Românească*, 2/2-3, p. 49-59.
- Hâncean**, M.-G., **Perc**, M. et **Vlasceanu**, L., 2014, « Fragmented Romanian Sociology: Growth and Structure of the Collaboration Network », *PLoS ONE*, 9/11, p. 1-10.
- Harwood**, J., 2004, *Technology's Dilemma: Agricultural Colleges between Science and Practice in Germany, 1860-1934*, Bern, Peter Lang.

- Hedesan, O.**, 2008, « Doing Fieldwork in Romania », dans Mihailescu, V., Iliev, I., Naumovic, S. (éd.), *Studying Peoples in the People's Democracies*, vol. 2, *Socialist Era Anthropology in South-East Europe*, Münster, Lit Verlag, p. 21-40.
- Herseni, T.**, 1934, *Teoria monografiei sociologice*, Bucarest, Editura Institutului Social Român.
- Ispas, S.**, 2009, « Argument », dans Ispas, S. (éd.), *Patrimoniul cultural imaterial din România. Repertoriu*, vol. 1, Bucarest, Cimec/ Institutul de Memorie Culturala, p. 3-6.
- Karady, V. et Nagy, P. T.**, 2018, « A Case of State Controlled Westernization. Foreign Impacts in the Hungarian Social Sciences (1945–2015) », dans Heilbron, J., Sorá, G. et Boncourt, T. (éd.), *The Social and Human Sciences in Global Power Relations*, Dodrecht, Springer, p. 297-332.
- Karnouh, C. et Barbichon, G.**, 1971, « Le Colloque franco-roumain de sociologie. Bucarest, 24-26 mai 1971 », *Revue française de sociologie*, 12/3, p. 435-439.
- Keen, M. F. et Mucha, J.**, 2003, « Sociology in Central and Eastern Europe at the Beginning of the Post-Communist Era », dans Keen, M. F. et Mucha, J. (éd.), *Sociology in Central and Eastern Europe: Transformation at the Dawn of a New Millennium*, Londres, Praeger, p. 1-18.
- Keim, W.**, 2011, « Counterhegemonic Currents and Internationalization of Sociology: Theoretical Reflections and an Empirical Example », *International Sociology*, 26/1, p. 123-145.
- Krause, M.**, 2016, « "Western hegemony" in the social sciences: fields and model systems », *The Sociological Review*, 64/2 (sup.), p. 194-211.
- Larionescu, M.**, 2002, « Sociology – Romania », dans Kaase, M., Sparschuh, V. et Wenninger, A. (éd.), *Three Social Science Disciplines in Central and Eastern Europe. Handbook on Economics, Political Science and Sociology (1989-2001)*, Budapest, Collegium Budapest – Social Science Information Centre, p. 502-517.
- Latea, P., Chelcea, L.**, 2003, « Transition and "Combinations": On Informal Credit in Rural Romania », dans Viorel, A. et al. (éd.), *Breaking the Wall: Representing Anthropology and Anthropological Representations in Post-communist Eastern Europe*, Cluj, Editura Fundatiei pentru Studii Europene, p. 123-150.
- Mihailescu, V.**, 1996, « Doua sate în tranzitie. Tipuri strategice dominante în lumea rurala », *Revista de Cercetari Sociale*, 3, p. 3-24.
- Mihailescu, V.**, 2000, « Peasant Strategies and Rural Development in Romania. Coping with Local Diversity in Development Policy », *SOCO Project Paper*, 92.
- Mihailescu, V.**, 2008, « Quelle anthropologie pour quelle société ? Société post-paysanne et ethnologie post-nationale en Roumanie », *Anthropologie et sociétés*, 32/1-2, p. 217-239.
- Mitrany, D.**, 1930, *The Land and the Peasant in Rumania: The War and Agrarian Reform (1917-1921)*, Londres, Humphrey Milford/Oxford University Press.
- Momoc, A.**, 2013, « Engineering a good society: The Sociological School of Bucharest national project for building Romania », *European Journal of Science and Theology*, 9/2, p. 95-104.
- Musat, R.**, 2013, « "To Cure, Uplift and Ennoble the Village": Militant Sociology in the Romanian Countryside, 1934-1938 », *East European Politics & Societies*, 27/3, p. 353-375.
- Musat, R.**, 2015, « Prototypes for modern living: planning, sociology and the model village in inter-war Romania », *Social History*, 40/2, p. 157-184.
- Petrovici, N.**, 2010, « Corrupt Knowledge. The Quest for Objectivity: A Critique of The Romanian Positivist Sociology », *Studia Universitatis Babeş-Bolyai – Sociology*, 1, p. 221-238.
- Plosceanu, E.**, 2007-2008, « L'internationalisation des sciences et techniques réformatrices. Les savants roumains et la fondation Rockefeller (1918-1940) », *New Europe College Yearbook*, Bucarest, Humanitas, p. 319-345.

- Roger, A.**, 2002, « Relations agraires et relations de pouvoir dans la Roumanie communiste : les coopératives agricoles de production comme terrain d'affrontement politique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 49/2, p. 24-53.
- Roger, A.**, 2019, « Des économistes en plein champ. La contestation des standards académiques internationaux dans les recherches sur l'agriculture en Roumanie », *Zilsel - Science, Technique, Société*, 6, p. 27-69.
- Rostas, Z.**, 2011, « L'histoire d'un congrès qui n'a pas eu lieu : le xiv^e congrès international de sociologie (Bucarest 1939) », *Les Études sociales*, 153-154, p. 195-212.
- Sandu, D.**, 1999, « Cine sunt antreprenorii din agricultura de tranzitie ? », *Sociologie Româneasca*, 1/1, p. 33-52.
- Sandu, D.** (éd.), 2000, *The Villages of Romania: Development, Poverty and Social Capital*, Bucarest, World Bank.
- Sandu, D.**, 2014, « Policentrismul scolii sociologice de la București. Calea metodologica la Henri H. Stahl », *Anuarul Institutului de Istorie "George Baritiu" din Cluj-Napoca-Seria Humanistica*, 12, p. 7-18.
- Serban, S.** et **Dorondel, S.**, 2014, « Social Anthropology in Romania after 1990: Shifting Frames », *Ethnologia Balkanica*, 17, p. 209-240.
- Stahl, H.**, 1934, *Tehnica monografiei sociologice*, Bucarest, Editura Institutului Social Român.
- Stahl, H.** (éd.), 1939, *Nerej, un village d'une région archaïque : monographie sociologique*, Bucarest, Institut de Sciences Sociales de Roumanie.
- Stahl, H.**, 1959, *Contributii la studiul satelor devalmase românești*, 3 vol., Bucarest, Editura Academiei.
- Stahl, H.**, 1969, *Les anciennes communautés villageoises roumaines : asservissement et pénétration capitaliste*, Paris, CNRS Éditions.
- Sztompka, P.**, 2004, « La condition de la sociologie en Europe centrale et orientale », dans Forest, M. et Mink, G. (éd.), *Post-communisme : les sciences sociales à l'épreuve*, Paris, L'Harmattan, p. 159-174.
- Turnock, D.**, 1993, « Geography in the New Romania », *GeoJournal*, 29/1, p. 5-8.
- Verdery, K.**, 1991, *National Ideology under Socialism: Identity and Cultural Politics in Ceausescu's Romania*, Berkeley, University of California Press.
- Voicu, B.**, 2006, « Satisfactia cu viata în satele din România », dans Badescu, G., Comsa, M. et Sandu, D. (éd.), *EuroBarometrul Rural: valori europene în sate românești*, Bucarest, Fundatia pentru o Societate Deschisa, p. 7-20.
- Voicu, B., Arpinte, D., Petrescu, C., Preotesi, M. et Tomescu, C.**, 2010, « Note de cercetare asupra comunitatilor rurale în Romania de astazi », *Sociologie Româneasca*, 8/2, p. 118-144.
- Voicu, M., Precupetu, I., Voicu, B. et Popescu, R.**, 2005, *Romanian Farms and Farmers facing the EU Regulations*, Iasi, Editura Expert.
- Voicu, M. et Voicu, B.**, 2006, *Satul românesc pe drumul catre Europa*, Iasi, Polirom.
- Wagner, A.-C. et Réau, B.**, 2015, « Le capital international : un outil d'analyse de la reconfiguration des rapports de domination », dans Siméant, J. (éd.), *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS Éditions, p. 33-46.